

Extrait de : [http://www.belaidabdesselam.com/?page\\_id=83](http://www.belaidabdesselam.com/?page_id=83)

**CELEBRATION DU 50<sup>ème</sup> ANNIVERSAIRE  
DE LA CREATION DE L'UNION GENERALE  
DES ETUDIANTS MUSULMANS ALGERIENS  
(UGEMA)**

**1955-2005**

**DE L'UGEMA**

Belaid ABDESSELAM

## DE L'UGEMA

Il y a bientôt cinquante années, le 8 juillet 1955, s'ouvrait à Paris le Congrès Constitutif de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens (UGEMA). Après quelques jours de débats animés, l'organisation nationale des étudiants musulmans algériens était constituée. Sa création représentait, en fait, l'aboutissement et le couronnement d'efforts, de tentatives et d'espérances qui avaient commencé plus d'un demi-siècle plus tôt.

La création d'une association regroupant des membres dont l'effectif global à l'extrême ne devait pas dépasser un demi-millier pourrait, à première vue, apparaître comme un fait banal s'inscrivant dans la quotidienneté d'une vie sociale ordinaire, ne méritant pas de figurer dans les annales historiques de la vie de tout un peuple. En vérité, la création de l'union générale des étudiants musulmans algériens représente réellement quelque chose qui dépasse largement la dimension d'un fait banal dans la vie sociale de notre peuple. Il s'agit bien d'un événement qui tient une place notable dans l'évolution historique de l'Algérie, puisque la naissance même de l'UGEMA, autant que les vicissitudes marquant le processus multi décennal qui avait précédé sa constitution, s'inscrivent dans le cadre de la problématique du mouvement national de notre peuple qui avait abouti à la restauration de notre Etat et au recouvrement de notre souveraineté nationale, en juillet 1962. Aussi bien, la célébration du cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA est-elle une date notable qui s'inscrit parfaitement dans l'année marquant le cinquantenaire de la grande Révolution Nationale Algérienne, année qui a débuté le 1er novembre 2004, en souvenir du 1er novembre 1954.

Est-il besoin, en cette occasion qui se situe dans le cadre de l'évocation d'un épisode marquant de notre évolution historique, de souligner que l'Algérie se rattache, sur le plan de son identité culturelle et civilisationnelle, au monde arabo-islamique, sans oublier de rappeler qu'au sein de l'aire que recouvre cette civilisation arabo-islamique, notre pays tient une position centrale dans le Maghreb, lequel Maghreb est la patrie du peuplement berbère ou amazigh. Le rôle du peuplement berbéro amazigh, en tant qu'acteur, créateur et porte-flambeau dans la civilisation arabo-islamique, se situe au premier plan parmi tous les peuples qui se rattachent à l'aire de cette civilisation et qui en revendiquent légitimement l'héritage historique. Pour les Amazighs du Maghreb, la culture arabo-islamique n'est pas un apport extérieur, étranger à leur génie et venu s'imposer à eux par l'effet des invasions perpétrées par d'autres ethnies que la leur ; bien au contraire, la culture arabo-islamique constitue un patrimoine à la formation duquel ils ont participé de façon déterminante, puisque cette culture est née avec l'Islam et que les Amazighs ont adopté l'Islam dès les premières décennies de son apparition ; car nul ne peut nier que le message de l'Islam a été apporté au Maghreb par ceux-là mêmes qui étaient les compagnons directs du Prophète, que la prière et le salut de Dieu soient sur lui. Ces éléments importants de l'histoire de notre pays constituent le fondement aussi bien de l'existence de notre pays, l'Algérie, en tant que Nation que de son identité culturelle. Ce bref rappel de ces éléments de notre histoire nationale, en ce jour de célébration du cinquantenaire de la création de l'UGEMA, paraît nécessaire, car, précisément, l'existence même de notre nation à travers l'histoire et son identité culturelle avaient constitué l'un des thèmes primordiaux, sinon le thème central des débats qui avaient précédé la création de l'UGEMA.

Ainsi, donc, au jour de juin 1830 où elle subit l'agression du corps expéditionnaire français, l'Algérie constituait bien un pays qui avait son Etat et son identité culturelle. Cet Etat et cette identité se définissaient par leur appartenance au monde arabo islamique et à son aire civilisationnelle qui comptait parmi les civilisations ayant marqué notablement l'évolution de l'humanité à travers l'histoire, en particulier dans l'espace qui était, alors, connu et qui continue à être connu comme étant celui du bassin de la Méditerranée. On connaît ce qui advint de l'Algérie en conséquence de cette agression. Le 5 juillet 1830, l'armée française entra dans Alger.

L'Etat Algérien, dirigé jusqu'alors par un pouvoir qui se rattachait au Khalifat Musulman siégeant à Istanbul, s'était effondré, davantage en raison des carences de son commandement militaire que de l'insuffisance des potentialités de défense dont il disposait, suivant les témoignages mêmes des officiers français qui avaient

conduit l'attaque contre Alger. A cet effondrement de cet Etat Algérien fit suite la longue résistance militaire du peuple algérien à l'occupation et à la colonisation de son pays. On connaît les épisodes glorieux de cette résistance qui se déroula, à une grande échelle, sur une quarantaine d'années. Parmi les actions ainsi initiées au sein du peuple algérien lui-même pour la défense de son territoire et la préservation de sa dignité et de son existence en tant que Nation émerge, avec une vigueur et un éclat particulier, l'œuvre conduite sous l'égide de l'Emir ABDELKADER. En effet, le Grand héros de la résistance du Peuple Algérien, au cours du dix-neuvième siècle, s'était affirmé par le retentissement de ses campagnes militaires ; mais, il s'était illustré davantage par les efforts intenses, multiples et continus que, dès le début de son action, il n'avait cessé de déployer pour la restauration et la régénérescence de l'Etat Algérien. Beaucoup de récits ont relaté les différentes créations qu'il avait accomplies ou qu'il avait entrepris d'accomplir en vue de parvenir à cet objectif dont il faisait le couronnement ultime de son œuvre. A ce sujet, il est un fait qui s'inscrit bien dans la ligne que s'était tracée l'Emir ABDELKADER afin de doter notre pays d'un Etat moderne et de faire entrer l'Algérie dans ce qu'on appelle aujourd'hui la modernité : c'est l'intention, qui n'avait pu se concrétiser en raison des circonstances de la guerre contre l'invasion coloniale, que l'Emir avait manifestée d'envoyer en France des missions de jeunes Algériens afin d'y suivre des études leur permettant d'acquérir les connaissances nécessaires à la promotion de leur pays dans les normes de la vie moderne. L'initiative que l'Emir ABDELKADER avait nourri ainsi l'intention de lancer, dans le cadre de ses projets de reconstruire l'Etat Algérien sur une base nationale et suivant des méthodes empruntées aux pays avancés d'Europe, est rapportée en ces termes dans un ouvrage publié en 1838 par un auteur français, A. DESJOBERT, Député de la Seine Inférieure, contemporain de l'Emir : « ABDELKADER, outre les qualités arabes et mahométanes que personne ne lui « conteste, a le sentiment des améliorations à introduire dans son pays. Au « moment du traité avec le Général DESMICHELIS, il eut, pour l'accomplissement « de ses projets, à combattre le parti fanatique ; il était l'homme progressif et « révolutionnaire ; il se disposait à envoyer en France les fils et proches parents « des personnages les plus considérables de la province, pour y prendre les « connaissances d'un ordre élevé ; il devait envoyer à Marseille une trentaine « d'Arabes, pour y recevoir une éducation industrielle. C'est par ces moyens que « la Turquie et l'Egypte viennent s'instruire en Europe des sciences et des arts qui « font l'honneur de notre civilisation. Mais, la guerre survint et le parti fanatique « l'emporta. Il faut l'ordre et la paix pour pouvoir entreprendre des améliorations. « Un pouvoir national attaqué, dans son existence, est obligé, au moment du « danger, de s'appuyer sur les passions politiques ou « religieuses du peuple confié « à sa responsabilité. »

Dans un autre ouvrage publié une année auparavant, en 1837, A. DESJOBERT, qui ne manque pas, néanmoins, de visées impérialistes pour son pays sur notre littoral méditerranéen, écrit : « L'Egypte et la Turquie envoient leurs enfants à Paris pour puiser à la source les « trésors de la civilisation, et s'identifier avec elle, chez elle. ABDELKADER avait « senti les avantages qui devaient résulter de ce frottement des intelligences. »

Cette aspiration vers le « frottement des intelligences », que le député français reconnaît ainsi à l'Emir ABDELKADER, n'est-elle pas le point de départ symbolique du mouvement qui, des décennies plus tard, va prendre son élan avec la possibilité donnée par la puissance occupante coloniale à des jeunes Algériens d'accéder aux écoles d'enseignement supérieur installées par cette puissance en Algérie. La création de l'UGEMA, en juillet 1955, n'est-elle pas, en définitive, l'aboutissement de l'évolution de ceux qui ont pu disposer de la faculté d'accéder au savoir et qui, dès le départ et tout au long de cette évolution, n'ont cessé de lier leur sort et leurs aspirations à la problématique du devenir de leur peuple et aux préoccupations des couches de ce peuple les plus affectées, dans leur vie, par les effets de la colonisation qui s'était instaurée par la force en Algérie.

Cependant, à la différence de leurs homologues et coreligionnaires d'Egypte et de Turquie, les jeunes Algériens, admis ainsi à fréquenter les différents établissements d'enseignement instaurés dans leur pays par le régime colonial, n'avaient pas bénéficié de l'avantage dont les jeunes Turcs et Egyptiens ont eu le privilège en arrivant en Europe en fils d'un peuple libre ; les jeunes Algériens, eux, sont entrés dans les écoles et les universités françaises en tant que ressortissants « indigènes » d'un pays privé de sa souveraineté et de sa liberté. Les auteurs européens, au même titre que leurs confrères d'Egypte et de Turquie, insistent sur le rôle éminent assumé dans ce qu'on appelle la « Renaissance » du monde arabe et l'ère des réformes modernes dans l'Empire Ottoman, par les missions d'étudiants envoyés en Occident par les gouvernants de l'Egypte et de la Turquie, tout au long du dix-neuvième siècle et au début du vingtième.

A tort ou à raison, on reconnaît que l'invasion perpétrée par BONAPARTE en Egypte à la fin du dix-huitième siècle, au même titre que les affrontements de l'Empire Ottoman avec ses rivaux européens au cours du dix-neuvième siècle, ont constitué le coup de semonce qui a permis aux peuples Turc et Egyptien de prendre conscience de leur retard historique par rapport aux autres peuples et d'amorcer l'œuvre de leur redressement national et de leur renaissance culturelle. En Algérie, l'agression française de 1830 allait susciter un sursaut salutaire similaire à ce qui s'était produit en Turquie et en Egypte, quand on prend en compte les initiatives prises dans ce sens par l'Emir ABDELKADER, en particulier le projet qu'il avait conçu d'envoyer des missions d'étudiants en France. Malheureusement, pour notre pays, à la différence de ce qui s'était produit pour la Turquie et l'Egypte, notre pays n'a pas été seulement l'objet d'une attaque armée ; il devait constituer la cible d'une invasion profonde visant à son annexion et à en faire l'objet de l'une des entreprises de colonisation dites de peuplement, lancées par les pays européens au dix-neuvième siècle. De ce fait, notre pays perdit son indépendance ; bien plus, il faillit être dépourvu de son identité culturelle.

En Algérie, ce fut durant la période historique connue en France sous l'appellation de Second Empire qu'eurent lieu les premières tentatives de ce que la terminologie coloniale désignait sous le vocable de la « scolarisation des indigènes ». Cependant, à la différence notable de ce qui se passait en Egypte, en Turquie, en d'autres pays du Moyen-Orient et même en Tunisie, les jeunes Algériens auxquels le colonisateur ouvrait l'accès à ses écoles n'étaient plus les citoyens d'un pays libre. Aussi, l'ouverture de ces écoles fut-elle accueillie par les familles algériennes comme la tentative d'une forme de « conquête morale » devant suivre et compléter la « conquête militaire » de leur pays. Sous l'égide de l'Emir ABDELKADER, les jeunes Algériens retenus en vue d'aller « quérir la science » en Europe, de la même manière que notre prophète recommandait d'aller la chercher même en Chine, devaient arriver en Europe comme les missionnaires d'un peuple avide de progrès, mais jalousement attaché à sa liberté et profondément fidèle à sa culture, si l'initiative du héros légendaire de notre résistance nationale avait pu être concrétisée. Malheureusement, au moment où il leur fut possible d'accéder au système d'enseignement auquel l'Emir ABDELKADER envisageait, des décennies plus tôt, de faire ouvrir l'accès à leurs aînés, cet enseignement n'était plus considéré par les jeunes Algériens qui accédaient aux écoles coloniales, comme un facteur de progrès pour leur pays. Il convient simplement, aujourd'hui, de rappeler que, par leurs propos, de nombreux responsables politiques français définissaient ces Algériens qu'ils accueillaient dans leurs écoles, comme des individus issus de peuplades sauvages ou de races inférieures, se situant en dehors de la civilisation humaine, voire comme des êtres inaptes à cette civilisation. Le moins qu'il était demandé aux Algériens, surtout quand il leur était permis de fréquenter les écoles, les collèges, les lycées ou l'université, installés dans leur pays par leurs colonisateurs, était de se dépouiller de leur identité, considérée par les auteurs coloniaux comme la marque de l'obscurantisme. Les théoriciens de la colonisation souhaitaient voir ces Algériens scolarisés dans leurs écoles revêtir la tunique de la culture du colonisateur, dominateur de leur pays et, cela, comme signe d'acquiescement destiné à avaliser l'effacement de leur propre culture, c'est-à-dire de ce qui fait l'essence même de leur identité et de leur dignité.

Les étudiants Turcs ou Egyptiens étaient accueillis en France comme les représentants de pays où on attendait d'eux de contribuer à faire connaître, accueillir et rayonner la culture française, aux côtés de la culture à laquelle la langue arabe sert de forme d'expression et l'Islam de source de ses valeurs fondamentales. Les étudiants Algériens, par contre, étaient reçus, auprès des institutions mêmes chargées d'assurer leur formation, soit comme de futurs rebelles issus d'un peuple hostile, soit comme des clients à dépouiller de toute attache avec leur passé et avec leur milieu d'origine en vue d'en faire des agents au service de la domination de leur propre pays. Les étudiants Turcs, Egyptiens ou Moyen-Orientaux, d'une manière générale, arrivaient en France et en Europe, préalablement nourris de leur culture nationale qu'ils viennent enrichir des apports puisés auprès d'autres cultures et en se confrontant aux expériences et aux progrès réalisés par les pays d'accueil. Ils étaient reçus en amis et en futurs correspondants, dans leur pays d'origine, pour la culture du pays où ils venaient récolter des connaissances non disponibles chez eux. Cette situation aurait pu être aussi celle des jeunes Algériens, si leur Etat n'avait pas été détruit par l'agression coloniale et si la tentative de l'Emir ABDELKADER d'édifier en Algérie un Etat moderne issu de la volonté populaire n'avait pas été empêchée d'aboutir par la reprise et la poursuite de la guerre d'occupation de notre pays. Si la tentative de l'Emir avait réussi, les institutions d'enseignement et l'université créées par la France auraient joué en Algérie le rôle tenu par les universités américaine et française à Beyrouth et au Caire ; les Algériens auraient accédé aux connaissances des sciences modernes dans la pleine possession de leur propre culture nationale. On reconnaît, généralement, le rôle positif assumé par les institutions universitaires françaises établies au Moyen-Orient, dans la modernisation de la langue arabe et l'adaptation réussie de cette langue à véhiculer les concepts de la culture

scientifique. En Algérie, on doit aux responsables coloniaux, cet aphorisme qu'engendre l'arrogance consécutive à l'esprit de conquête : « l'arabe classique est une langue morte ; l'arabe parlé est un patois inapte à l'expression de la culture ; l'arabe moderne est une langue étrangère ». En Algérie, pendant la période coloniale, l'arabe avait le statut d'une langue étrangère, au même titre que l'anglais ou l'allemand. Et, de fait, il était enseigné aux enfants Algériens, comme langue étrangère dans les établissements d'enseignement fonctionnant dans notre pays.

Par ailleurs, à l'école militaire de Saint-Cyr, formant les officiers de l'armée française, l'allemand était enseigné comme une discipline obligatoire. Par contre, il n'était fait aucune obligation d'apprendre l'arabe aux futurs officiers français qui étaient appelés à commander à des milliers de soldats musulmans algériens, notamment à la suite de la conscription imposée à notre population depuis les débuts du vingtième siècle. Les étudiants Algériens, disons le mot, étaient d'emblée invités à se laisser assimiler par la culture apportée par le colonisateur, à laquelle ne les attachait aucun des éléments de leur vie. De cette situation inhérente au type de colonisation appliquée en Algérie, devait résulter, pour les étudiants Algériens, un problème d'identité nationale dont subsistent des incidences jusqu'à nos jours, dans notre Algérie restaurée dans sa souveraineté et son indépendance.

Ce problème était devenu, en quelque sorte par la force des choses ou bien, en disant les choses plus crûment, par la force du type de domination coloniale imposée à l'Algérie, une spécificité propre aux étudiants Algériens. Il suscitera d'intenses débats au moment de la création de l'UGEMA durant l'année universitaire 1954-1955. Les étudiants issus des deux autres pays du Maghreb et, bien entendu, des pays arabes du Machrek, n'ont jamais connu de problème posé à propos de leur identité nationale et, partant, de leur identité culturelle.

Certes, en dépit des actions de dépersonnalisation menées par les autorités coloniales en vue d'effacer, dans la conscience des Algériens, leur appartenance à la civilisation qui a façonné leur personnalité culturelle à travers l'histoire, nos compatriotes, par différentes initiatives survenues du tréfonds même de notre peuple, ont toujours affirmé leur attachement aux valeurs fondamentales de cette personnalité, la langue arabe et l'Islam, valeurs considérées à la fois dans leur portée religieuse et dans leur contenu civilisationnel. Le mérite de cette vigoureuse pérennité dont a fait preuve, en Algérie, la civilisation arabo islamique, revient d'abord à la haute conscience nationale de notre peuple, ensuite au rôle essentiel assumé par nos confréries religieuses, plus connues chez nous sous le nom de zaouïas. D'abord, dis-je, la haute conscience nationale de notre peuple, car celui-ci s'est toujours considéré comme ayant une identité culturelle nettement différente de celle de ses envahisseurs et colonisateurs. Il suffit de rappeler, à ce sujet, que durant ce que Ferhat ABBAS, l'un des pionniers de notre mouvement étudiant, avait appelé « la nuit coloniale », les familles Algériennes, lorsqu'elles finirent par prendre conscience de la nécessité, pour le salut de notre pays dans l'avenir, de l'utilité de laisser leurs enfants accéder aux écoles instituées en Algérie par le colonisateur, prenaient la précaution de faire passer ces enfants par les écoles coraniques, avant leur entrée dans l'école française. Dans l'esprit de nos parents et grands-parents, ce passage par l'école coranique et l'apprentissage du Coran, même de façon sommaire, prenait la signification d'une sorte d'immunisation les protégeant contre l'effet de dépersonnalisation redouté de l'enseignement colonial et effectivement visé en objectif primordial par ce dernier. Quant aux zaouïas, on sait le rôle historique qu'elles avaient assumé en animant et en conduisant la longue résistance du peuple algérien à la conquête coloniale, depuis la confrérie « Qadiria » dont était issu l'Emir ABDELKADER jusqu'à la « Rahmania » qui fut l'âme de l'insurrection déclenchée par les familles BELHADDAD et EL MOKRANI et aux OULED SIDI CHEIKH qui ont conduit les dernières grandes opérations armées menées contre l'occupation française au cours du dix-neuvième siècle et avant le déclenchement de la grande Révolution armée du 1er novembre 1954. Cependant, on connaît moins ou, en tout cas, on parle peu de la mission vitale que nos zaouïas s'étaient spontanément assignée et avaient menée avec détermination pour la préservation de la personnalité culturelle de notre peuple et, partant, pour la sauvegarde de son identité nationale. Au demeurant, les autorités coloniales ne s'étaient nullement trompées sur la portée de la mission assumée par nos zaouïas, puisque certains représentants coloniaux n'avaient cessé de s'élever contre le rôle de ce qu'on appelait les écoles coraniques, sous prétexte que la fréquentation de ces écoles constituait une entrave au fonctionnement des écoles françaises et que les élèves algériens, admis dans ces écoles françaises, arrivaient en classe l'esprit surchargé et leur capacité d'assimilation diminuée en raison de l'enseignement du Coran. Par la suite, en particulier à partir de la fin des années 1920 et au cours des années 1930, se sont développées les écoles initiées par l'Association des Oulémas sous l'égide du Cheikh Abdelhamid BENBADIS

et, plus tard, par d'autres institutions dont le Parti du Peuple Algérien. Ces écoles, dispensant leur enseignement suivant des méthodes empruntées aux systèmes pédagogiques modernes, ont continué la mission assumée jusqu'alors par les seules zaouïas. Du reste, ces dernières elles-mêmes avaient quelque peu fait évoluer les méthodes et le contenu de leur enseignement pour se rapprocher du modèle appliqué par l'association des Oulémas. Grâce aux idées introduites par cette association, l'enseignement de la langue arabe et du Coran a été, dans une large mesure, expurgé des scories de nature superstitieuse qui l'ont encombré à travers les siècles de léthargie culturelle connue par notre peuple et par les décennies de l'obscurantisme résultant de l'exploitation coloniale. Malgré ce qui a pu être dit, à ce sujet, contre l'action de nos Zaouïas et celle des Oulémas qui, eux, se réclamaient d'un certain modernisme et d'un retour affirmé à la pureté primitive de l'Islam, il n'y a pas eu de rupture réelle entre ces deux actions. L'histoire retiendra, certainement, qu'il y eut plutôt continuité et complémentarité entre elles dans la préservation non seulement de l'identité culturelle du peuple Algérien, mais aussi et surtout de l'unité reliant les différentes composantes de notre nation telle qu'elle a pris sa configuration à travers les siècles.

Il était courant d'entendre dire, au sein de nos milieux populaires durant la période coloniale, que la langue française était la langue du monde d'ici-bas, tandis que la langue arabe était la langue de l'au-delà, quand viendra le moment, pour chacun, de dialoguer avec Dieu. N'est-ce pas là, formulé dans le langage propre à nos milieux populaires marqués et assombrés par les effets de la nuit coloniale, ce que le vocabulaire moderne permet de distinguer entre culture d'emprunt apportée par le colonisateur et l'identité culturelle, qui définit la personnalité spécifique qui, elle, se confond avec l'identité revêtue devant Dieu ?

Tout au long des décennies vécues sous la domination étrangère, à la suite de l'anéantissement de toutes les tentatives par lesquelles la résistance nationale du Peuple algérien avait essayé de repousser l'invasion et l'occupation de notre pays, il était connu que beaucoup de familles algériennes se réservaient toujours la possibilité de destiner au moins l'un de leurs enfants à l'apprentissage de la langue arabe et des sciences religieuses, comme la marque d'une distinction sociale de la famille concernée, au sein de la communauté musulmane de notre pays. Ce fut à ce titre que des familles algériennes qui en avaient les maigres moyens envoyaient quelques-uns de leurs enfants dans les Zaouïas de Kabylie ou du Sahara et, parfois, à la Zitouna de Tunis ou à la Qaraouine de Fez, pour apprendre la langue arabe et les doctrines de l'Islam. Certains de ces jeunes, qu'on appelait les « talebs », étaient auréolés, à leur retour dans leurs foyers, d'un prestige appuyé. En Kabylie, ils étaient, parfois, vénérés comme des Saints. Toutes choses qui témoignent de l'attachement de notre peuple à sa culture arabo-islamique.

Ecrasé par une force militaire supérieure à toutes les potentialités guerrières qu'il pouvait mobiliser en vue d'assurer le salut de sa liberté, spolié des ressources matérielles qu'il pouvait tirer de son sol national, isolé dans ses relations avec les pays frères auxquels le lient un passé historique solidaire et une civilisation forgée en commun, notre peuple a su ainsi, presque d'instinct, sauvegarder son identité culturelle qui définit son cachet national spécifique. A ce propos, il serait opportun, aujourd'hui, de rappeler que les contrées de notre pays où s'étaient maintenus et enracinés, avec une vigueur signalée, les foyers qui avaient contribué à entretenir la flamme de cette identité culturelle et nationale de notre peuple dans son creuset arabo-islamique, sont celles qui ont conservé un parler d'origine amazigh, comme la Kabylie ou le M'zab ou bien avaient abrité, dans le passé, certaines des dynasties berbères qui avaient gouverné notre pays. De bien des régions arabophones d'Algérie, on venait approfondir des connaissances de la langue arabe et de la religion musulmane auprès des « Maamras » de la vallée de la Soummam et de la Kabylie du Nord de Sétif. Ghardaïa et ses cités environnantes, tout en demeurant attachés à leur parler amazigh, ont porté au plus haut point l'enseignement et l'usage de la langue arabe durant la période coloniale. Par ailleurs, Tlemcen n'a-t-elle pas été, sous le régime colonial, la cité où la culture arabo-islamique avait continué à rayonner après avoir abrité, dans le passé, le siège de l'une des dynasties berbères qui avaient gouverné notre pays ? La ville de Bejaïa, qui était la métropole historique de notre Kabylie d'aujourd'hui, n'a-t-elle pas été, elle aussi, le siège de certaines de ces dynasties berbères qui avaient régné sur une large partie de l'Algérie et n'avait-elle pas connu sa splendeur quand elle constituait, sur le rivage de la Méditerranée, une ville d'où rayonnaient la culture et la civilisation arabo-islamiques jusqu'au rivage opposé de cette même Méditerranée, au point que Béjaïa avait été surnommée, au cours de cette période de son histoire, la « MEKKA ES SAGHIRA » ?

Les jeunes Algériens qui, presque par privilège, ont pu accéder, en si petit nombre, à l'enseignement moderne apporté par le colonisateur, vont d'emblée se trouver confrontés et en quelque sorte y être engagés par la force des choses, à la lutte pour la conservation de cette identité culturelle, ainsi que pour la revivifier et la faire

épanouir dans le monde moderne, en rapport étroit avec la relance de l'action politique de notre peuple en vue de retrouver sa place parmi les peuples libres. Au demeurant, les autorités coloniales ne s'étaient pas fait d'illusion sur les sentiments réels des Algériens vis-à-vis de la politique dite d'assimilation, qui visait à leur faire oublier ou abandonner leur véritable identité et à les amener à accepter leur assimilation par la nationalité et la culture du dominateur colonial, qui prétendait s'être emparé de leur pays pour l'éternité. Au cours d'un débat ouvert au sujet de cette politique d'assimilation, s'adressant, en qualité de Commissaire du Gouvernement, aux députés français et répondant à un orateur qui souhaitait voir les « indigènes » algériens entrer « dans la famille française avec leurs traditions et leur génie », Charles LUTAUD, alors Gouverneur Général de l'Algérie, s'exprimait en ces termes le 3 février 1914 :

« Je crains, Messieurs, que s'ils apportent leurs traditions, s'ils apportent leur génie « propre, ils n'entrent pas sinon dans la même maison que nous, du moins dans la « même famille. Il est certain que, si vous fortifiez leurs traditions et leur génie, vous « arriverez à leur assurer peut-être une homogénéité qui leur donnera la conscience « d'être un peuple...« Je crois que, s'il y a des semences de nationalité dans le peuple indigène algérien, il « vaut mieux les dessécher dans leurs germes. Je crois qu'il est préférable de leur « apprendre à sentir comme nous, à goûter la vie comme nous et qu'il serait peut-être « préférable de dissoudre le bloc des traditions islamiques, en ce qu'elles ont « d'incompatible avec notre civilisation. »

La préservation de ce bloc des traditions islamiques qui causait tant de soucis aux responsables coloniaux acharnés à en provoquer la dissolution et qui continue à être l'un des facteurs qui donnent aux Algériens le sentiment d'être un peuple, ainsi que le disait si bien le Gouverneur Général LUTAUD il y a près d'un siècle, va constituer l'enjeu majeur autour duquel graviteront tous les courants de pensée que le mouvement étudiant algérien affrontera au cours de son existence. L'épilogue des affrontements, qui ont marqué cet enjeu, interviendra avec ce que l'on a appelé le triomphe du « M » par lequel s'étaient dénouées les controverses de caractère à la fois historique et idéologique, lors de la préparation et de la tenue du congrès constitutif de l'union générale des étudiants musulmans algériens, au cours de la deuxième semaine du mois de juillet 1955, à un moment où, sur le plan national, se déroulait et prenait son essor avec vigueur la bataille engagée le 1er novembre 1954 par le peuple algérien, afin de proclamer, à la face du monde, sa conscience d'être précisément un peuple et d'affirmer que l'identité de ce peuple demeure celle qui se dégage du bloc de ses traditions islamiques, en même temps qu'il manifestait sa volonté de recouvrer la liberté et la souveraineté nationale qui lui avaient été arrachées par l'agression coloniale de 1830. Faut-il voir un clin d'œil significatif et plein d'enseignements de notre histoire dans la coïncidence qui a fait concorder, en cette année 1955, la création par nos étudiants de leur union générale dans la fidélité aux valeurs nationales de leur peuple et le plein essor de notre révolution de libération nationale ? Du reste, l'essor de l'action déclenchée par le FLN n'a pas été complètement étranger au triomphe du « M » dans la bataille menée pour la création de l'UGEMA. En tout état de cause, il est légitime, aujourd'hui, de témoigner qu'en constituant leur union générale, les étudiants musulmans algériens étaient bien au rendez-vous de l'histoire de leur peuple. Il y a plus qu'une simple coïncidence entre les valeurs nationales sur lesquelles les étudiants musulmans algériens avaient fondé leur union générale et les valeurs proclamées dans la déclaration historique du premier novembre 1954 : la création de l'UGEMA demeurera, dans les annales du mouvement nationaliste algérien qui avait préparé, déclenché et conduit notre lutte de libération nationale, comme la manifestation éclatante de la symbiose qui unissait les étudiants algériens à leur peuple, ainsi que comme la démonstration de l'échec de la politique qui avait voulu effacer l'identité de ce peuple. Car, l'attachement des étudiants musulmans algériens à ce « bloc des traditions islamiques » en qui le Gouverneur Général LUTAUD repérait, en février 1914, l'obstacle décisif au succès de la politique d'assimilation pratiquée en Algérie, constitue, en lui-même, le signe de l'échec de cette politique, puisque c'était par le biais des jeunes Algériens admis dans le système d'enseignement apporté par le colonisateur et, notamment, à travers ceux parmi ces jeunes parvenus aux études secondaires et universitaires, que les tenants de la politique d'assimilation espéraient obtenir leurs meilleurs résultats dans l'entreprise de dépersonnalisation et de « francisation » de notre population. Au point que l'on peut lire ces lignes qu'un journal colonial, le « Bulletin du Comité de l'Afrique Française », dans son édition d'octobre 1932, consacre à nos étudiants, à l'occasion de la tenue à Alger du IIème Congrès des Etudiants Musulmans Nord-Africains : « Ce qu'il y a de remarquable, c'est que le sentiment éprouvé par ces jeunes gens « instruits est de la même qualité que celui qu'éprouve le populaire illettré dans les « mêmes circonstances. Ils subissent un phénomène psychologique que « connaissaient avant eux les auditeurs des chanteurs de carrefour et des « harangueurs de café maure : sitôt que plusieurs indigènes se trouvent « rassemblés, ils se sentent sous l'influence d'une contagion mentale, que d'ailleurs « ils aiment à ressentir. »

L'auteur de ces lignes ajoute :

« Un journaliste indigène a comparé cette force mystérieuse à un courant électrique « qui parcourt l'assistance et forme instantanément une collectivité consciente « d'étrangers réunis par le hasard, en suscitant dans chacun d'eux les mêmes « sentiments, les mêmes idées, les mêmes aspirations. L'observateur européen « croit voir, au milieu de ces individus transfigurés, se manifester à ses yeux l'âme « de leur race, le vieux génie mauritanien dans son éternelle et farouche « intransigeance. Le Congrès d'Alger nous fournit une preuve nouvelle, entre tant « d'autres, que l'instruction que nous donnons à nos élèves ne tue nullement en « eux leur âme ancestrale, mais au contraire lui donne un regain de vitalité. »

Près de vingt années après la fameuse déclaration du Gouverneur Général Charles LUTAUD, le « bloc des traditions » qui, selon ce dernier, donne au peuple algérien le ciment de son homogénéité, demeure donc compact et réfractaire aux tentatives visant à sa dissolution.

Dans le même ordre d'idées, il serait à la fois utile et quelque peu plaisant de citer un autre fait qui illustre cette vitalité de l'attachement des Algériens à leur personnalité culturelle. Tout le monde, en Algérie, connaît la fameuse remarque du Colonel BENDAOU : « un Arabe demeure un Arabe même si c'est le colonel BENDAOU ». On connaît moins une anecdote qui a marqué ses tribulations avec le milieu colonial auquel il avait cru, un moment, s'être intégré sous son uniforme d'officier de l'armée française. Ayant pris sa retraite et étant revenu à la vie civile, il s'était empressé d'endosser la tenue traditionnelle des notables algériens : la gandoura brodée, le turban mêlé aux fils en poils de chameau pour former le « guenour », le « mest », la paire de burnous « sousti » et « melf » etc. Il trouvait, certainement, dans cette tenue dite traditionnelle, l'allure et la prestance propres aux personnages en vue dans notre société. En un mot, en revêtant cette tenue, il devait simplement et certainement se sentir être lui-même, c'est-à-dire, un Algérien musulman fier de ses racines et de ses attaches avec les siens et de vivre parmi eux. Un jour, se promenant dans les rues d'Oran, il rencontre l'un de ses anciens collègues officiers européens dans l'armée française. En l'apercevant, son ancien collègue français ne peut retenir cette exclamation : « vous, le Colonel BENDAOU dans cet accoutrement ! » Comme le journaliste du bulletin de l'Afrique Française exprimant sa déception en entendant les discours prononcés lors du IIème Congrès des Etudiants Musulmans Nord-africains en septembre 1932 à Alger, cet officier n'a pu s'empêcher, également, de marquer une surprise et, certainement aussi, sa déception de constater que les années passées par le Colonel BENDAOU sous le harnais de l'Armée Française, « n'avaient nullement tué en lui son âme ancestrale ».

En fin de compte, si, suivant la formule sévère, mais juste dans sa rigueur, de notre regretté historien Mohamed Chérif SAHLI, l'effort des dominateurs, pour justifier leur présence chez nous, a pu entraîner, chez certains des nôtres ayant des âmes de vaincus, le désir de se retrancher de notre communauté nationale, les étudiants musulmans algériens, comme beaucoup d'intellectuels qui en furent issus sont demeurés, dans leur immense majorité, proches de leur peuple. Ils en ont partagé les espérances autant que les déceptions ; ils ont presque toujours respecté et défendu les valeurs fondamentales qui définissent l'identité de notre nation, en même temps qu'ils ont, de manière continue, mis le savoir qu'ils ont acquis au service de notre population dans sa lutte contre les privations, contre les mesures répressives résultant du fameux code de l'indigénat et contre toutes les injustices dont elle a souffert de la part du régime colonial. Faut-il encore relever et souligner que, tout en luttant pour une meilleure situation pour eux-mêmes dans les domaines matériel, social et culturel, les étudiants musulmans algériens avaient, dès les débuts de leurs activités associatives, inscrit parmi leurs objectifs la promotion de la langue arabe, la défense de l'Islam et le respect dû à la dignité de leur peuple.

De la même manière, il convient, également, de noter que la lutte contre les injustices du régime colonial et la situation discriminatoire dans laquelle ils étaient placés par ce régime au même titre que la population dont ils étaient issus, les étudiants musulmans algériens, comme leurs camarades tunisiens et marocains, n'ont jamais renié le bien que leur valait l'accès à la culture et à l'université françaises. Ils témoignaient, à ce sujet, à leurs maîtres, des sentiments de respect et de déférence, surtout quand ceux-ci étaient exempts de tout sentiment de supériorité raciale et de mépris à l'égard des « indigènes » qui étaient leurs compatriotes. En somme, à leur manière, ils pratiquaient ce que nous appelons, aujourd'hui, le dialogue des civilisations, étant bien entendu qu'ils s'estimaient, eux-mêmes, porteurs d'une civilisation qui leur était propre, dont ils étaient fiers et qu'ils considéraient digne du respect de la part des ressortissants d'une civilisation différente, même si celle-ci pouvait se prévaloir de progrès auxquels d'autres sociétés n'étaient pas encore parvenues.

Quand on refait, aujourd'hui, la rétrospective du mouvement étudiant algérien, on ne peut pas ne pas être frappé par le déséquilibre existant entre le large impact résultant souvent des actions de ce mouvement et la modicité de l'effectif des étudiants qui en avaient été membres, à travers les multiples étapes qui ont marqué son évolution. Cet impact, d'une portée très étendue de leurs actions dépassant amplement l'effet de leur effectif très réduit, tient de l'espérance placée par la masse des Algériens dans le petit nombre de leurs enfants, qui avaient pu parvenir à la possession des connaissances et des diplômes acquis grâce à leur passage dans les écoles, les lycées et les universités du colonisateur.

La population algérienne, affectée dans sa grande majorité par les affres de la pauvreté et de l'analphabétisme, attendait beaucoup de ses enfants, sortis des établissements d'enseignement du colonisateur et surtout des étudiants qui avaient eu le privilège de passer par ses universités. Dans une première phase, elle souhaitait les voir tenir le rôle d'une frange intermédiaire utile, une sorte d'interface entre elle et les différents échelons de la colonisation afin de faire connaître et, éventuellement, de faire aboutir les préoccupations liées à sa vie quotidienne ; dans une phase ultérieure, quand le mouvement politique de libération nationale qui avait amorcé son élan au lendemain de la première guerre mondiale et prit son essor, à la suite de la seconde, la population algérienne désirait ardemment voir ses enfants instruits se charger d'assumer la fonction d'aile pensante de ce mouvement.

La faiblesse des effectifs de notre mouvement étudiant était la conséquence directe de la scolarisation très restreinte des enfants algériens sous le régime colonial. Le nombre des jeunes algériens passant du cycle primaire au cycle du secondaire était encore plus réduit. Quant à ceux d'entre ces jeunes qui pouvaient accéder à l'université, leur nombre était simplement réduit à la portion congrue. Faut-il rappeler qu'à la veille du jour de notre indépendance, la part des étudiants musulmans algériens ou « indigènes » dans l'effectif des étudiants de l'université d'Alger était loin d'atteindre les 10 %, pour une population algérienne pratiquement dix fois supérieure à celle des européens installés dans notre pays par la colonisation. Au demeurant, l'accès à l'université ouvert aux Algériens ne leur permettait pas, par la suite, de prétendre à l'exercice de professions autre que celles, très limitées, relevant des professions dites libérales, telles que le barreau, la pharmacie d'officine ou la médecine de ville. Les débouchés de la fonction publique étaient pratiquement fermés aux Algériens, à part ceux de l'enseignement primaire ou secondaire ou bien des emplois subalternes dans l'administration ou dans les services publics. Quant aux grandes écoles, les Algériens ne pouvaient y entrer que moyennant le renoncement, à titre individuel, à leur statut personnel de musulman. D'où ce paradoxe qui permettait à des ressortissants étrangers, y compris ceux en provenance des pays arabes du Proche-Orient, d'entrer dans certaines grandes écoles françaises, au titre de la coopération avec l'étranger, alors que les Algériens, prétendument affublés de la nationalité française, ne pouvaient prétendre à l'admission au sein de ces écoles. En fait, le statut imposé à leur pays dont le sol était annexé par la France, qui en faisait une partie intégrante de son territoire, faisait que les Algériens, réduits à la condition de sujets dans leur propre patrie, non seulement, étaient écartés des droits de citoyenneté à l'intérieur de leur pays, mais ils ne bénéficiaient même pas des avantages consentis à des étrangers à la nationalité dont les avait accoutrés le régime colonial. Si l'Emir ABDELKADER avait réussi dans sa tentative de construire en Algérie un Etat modernisé en coopération avec la France et si l'intention qu'il avait conçue d'envoyer en France, dans le cadre de l'édification de cet Etat, des missions de jeunes Algériens afin d'apprendre et d'acquérir les connaissances liées à la civilisation européenne moderne, les Algériens auraient probablement pu bénéficier de l'admission dans les grandes écoles de France. Il faudrait attendre le déclenchement de la Grande Révolution Nationale du 1er Novembre 1954 et l'action du FLN pour que le régime colonial permette aux Algériens de disposer du droit d'entrée dans ces grandes écoles, sans l'obligation de renoncer, au préalable, à leur statut personnel de musulman.

Bien que peu nombreux, leur effectif ne dépassant guère la centaine jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale, les étudiants musulmans algériens éprouvèrent le besoin, dès les débuts de leur admission à l'université, de se regrouper. Ce fut ainsi que fut fondée en 1919, l'Amicale des Etudiants Musulmans d'Afrique du Nord. Les autorités universitaires françaises n'accueillirent pas d'un œil favorable l'idée des étudiants musulmans de se regrouper en une amicale qui leur fût propre. Cette attitude procédait de la même ligne politique qui, pendant longtemps, interdisait, par exemple, aux « indigènes » algériens de créer des clubs sportifs réservés exclusivement à de jeunes musulmans. Il y avait une méfiance systématique, de la part des autorités coloniales, à toute initiative susceptible de contribuer à faire naître ou à entretenir, chez les musulmans algériens, le sentiment d'appartenir à une communauté distincte et solidaire. Dans l'esprit de l'administration chargée de suivre ce que l'on appelait « les affaires indigènes », toute

tentative de ces indigènes de se retrouver ensemble était perçue comme un signe avant-coureur qu'ils relèvent la tête et que la subversion n'est plus loin de leur pensée.

Aussi, les étudiants musulmans de l'université d'Alger eurent à surmonter quelques difficultés, avant de réussir à faire admettre la création de leur Amicale. Les autorités universitaires avaient tenté, au préalable, de les convaincre de se contenter de leur adhésion à l'Association Générale des Etudiants d'Alger (AG) où, on l'imagine aisément, ils se seraient noyés au sein d'une masse estudiantine formée d'éléments issus de la population européenne. En 1928, sous la présidence de Ferhat ABBAS, le terme « Association » fut substitué à celui d'Amicale, afin de donner aux activités de l'AEMAN, un caractère militant au service de la cause du peuple. Au cours des années 1920, d'autres associations, conçues sur le modèle de celle d'Alger, furent créées en France, notamment à Paris. Comme en Algérie, elles avaient toutes adopté, comme critère d'adhésion, la qualité de Musulman et l'appartenance indifférenciée aux trois pays de l'Afrique du Nord, c'est-à-dire, du Maghreb. Il convient de rappeler aussi que dès le début du vingtième siècle, dans certaines villes, comme Tlemcen, Alger, Constantine, pour ne citer que les plus en vue, commençait à apparaître une intense activité dans les domaines de la vie sociale, culturelle et artistique en particulier, en ce qui concerne les lettres, aussi bien dans la langue arabe qu'en Français, la musique, l'organisation des œuvres de bienfaisance, la promotion de l'instruction de notre jeunesse, si délaissée en ce domaine par le régime colonial. Aussi, peut-on comprendre l'initiative, en 1919, de ces étudiants de se regrouper pour donner un cadre à l'expression de leurs préoccupations et à l'organisation de leurs activités, en tant qu'acteurs, même en nombre réduit, de notre vie sociale, afin précisément de contribuer à sortir notre société de la léthargie à laquelle elle était réduite, en raison des effets de la domination coloniale. Cela n'excluait pas l'apparition de controverses, parfois assez vives, entre les étudiants fréquentant les facultés de l'université d'Alger, qui se réclamaient d'un certain modernisme et les élèves de la Médersa Supérieure qui, eux, se présentaient comme les tenants d'un traditionalisme, perçu par leurs camarades universitaires comme la manifestation d'idées conservatrices qui auraient fait leur temps. C'était, en quelque sorte, une forme de réédition à l'algérienne des querelles des « Anciens et des Modernes » connues sous d'autres cieux.

On peut répartir l'évolution de notre mouvement étudiant en deux grandes phases, celle qui couvre la période de l'entre-deux guerres mondiales et celle qui va de la seconde guerre mondiale à notre guerre de libération nationale. Cette évolution, du reste, se déploie en parallèle avec celle des courants proprement politiques de notre mouvement de libération nationale. Dans une large mesure, l'action de nos étudiants, dans le domaine politique, durant les années 1920 et 1930 et, particulièrement, pendant la première de ces décennies, peut être caractérisée comme étant celle du tâtonnement. Guidés par les enseignements dont ils ont été imprégnés, à travers l'école française, ils ont plaidé ardemment en faveur de l'abolition des discriminations dont l'ensemble de leurs compatriotes et eux-mêmes étaient l'objet en application du fameux code de l'indigénat. Prenant au pied de la lettre la Déclaration des Droits de l'Homme de 1789 et les leçons des Encyclopédistes, dont beaucoup d'entre eux se réclamaient volontiers, ils pensaient pouvoir infléchir, par leurs arguments, les tenants du régime colonial et obtenir la jouissance des libertés démocratiques en leur faveur et au bénéfice de tous les Algériens qui n'avaient pas eu le privilège d'accéder à l'école coloniale. Ce fut dans cette approche que leur action avait été perçue comme celle d'un mouvement de « jeunes algériens », sans doute par imitation de ce qui se déroulait, alors, dans les pays relevant de l'ex-Empire Ottoman. Du reste, cette appellation a été, également, le titre par lequel s'étaient fait connaître les activités politico-culturelles du petit nombre d'intellectuels algériens qui, avant même la création de l'AEMAN en 1919, avaient commencé à se manifester sur la scène algérienne. Leurs tentatives, comme celles initiées par d'autres, notamment par les démocrates français, demeurèrent sans écho. Mais, en même temps qu'ils essayaient d'adoucir les rigueurs du régime colonial et même de parvenir à son abolition, par une sorte de « nuit du 4 août » coloniale, les étudiants musulmans algériens s'étaient toujours montrés sensibles aux soubresauts des autres peuples, en particulier arabes et musulmans, qui luttaient également pour leur liberté et commençaient déjà, surtout au lendemain de la première guerre mondiale, à marquer des points significatifs comme en Egypte, en Syrie et en Inde. Les étudiants musulmans algériens, au même titre que tous leurs compatriotes en Algérie, avaient vibré d'enthousiasme à l'épopée qui avait permis à Mustapha KEMAL de sauver la Turquie et à la patrie du dernier Khalifa musulman d'échapper au dépècement auquel voulaient la réduire les puissances coloniales sorties victorieuses de la guerre 1914-1918. Au cours des années 1920, les étudiants musulmans algériens et les Algériens dans leur ensemble suivirent avec un intérêt soutenu, et une pointe d'espérance au fond du cœur,

l'action héroïque d'ABDELKRIM dans le Rif marocain, qui avait failli provoquer l'effondrement des deux protectorats français et espagnol sur le Maroc. L'action d'Abdelkrim EL KHETTABI constitue, après les héroïques batailles menées par les Algériens pendant le dix-neuvième siècle, la première démonstration, à l'époque moderne, de ce que l'on appelle la guerre des partisans ou la guérilla. Aussi, les mots « libération » et « indépendance » commençaient à retentir à travers les déclarations et les résolutions émanant des activités de leurs associations, comme en écho avertisseur aux thèmes de la propagande des milieux colonialistes. On peut citer, en illustration de ce tâtonnement de nos étudiants, face aux choix de la voie à suivre pour la formulation de leurs revendications politiques et pour la définition de la lutte à entreprendre en vue de parvenir à l'émancipation de leur pays, l'exemple de l'Emir KHALED, petit-fils de l'Emir ABDELKADER. L'Emir KHALED, tantôt militait pour l'égalité des droits dans le cadre de la République Française, tantôt se distinguait par l'envoi au Président américain WILSON d'une lettre demandant l'application, au bénéfice de l'Algérie, du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, suivant les fameux points avancés par les Etats-Unis comme base de l'organisation des relations entre les nations à la suite de la première guerre mondiale et avant leur retrait dans leur isolationnisme traditionnel.

Par ailleurs, on notera que durant toute cette période de l'entre-deux guerres mondiales, l'action des étudiants musulmans algériens s'était toujours située organiquement dans un cadre maghrébin, comme elle s'était toujours définie idéologiquement et culturellement par son attachement aux valeurs de l'Islam et de la culture arabe. Pour reprendre une formulation rendue célèbre par un livre publié vers la fin des années 1940 par Mohamed Chérif SAHLI qui fut, d'ailleurs, l'un des acteurs du mouvement étudiant algérien pendant la décennie 1930, les étudiants musulmans algériens ont, pratiquement et sans interruption jusqu'à la création de l'UGEMA en juillet 1955, conduit leurs activités associatives en se conformant, comme par instinct, au Message de YOUGHOURTHA, lequel, selon précisément Mohamed Chérif SAHLI, appelait toujours et avait lutté durant sa vie, pour la liberté, l'indépendance et l'unité de son pays, l'Afrique du Nord, qui allait être connue historiquement, et après lui, sous l'appellation de « Maghreb ». Déjà, au cours des multiples batailles qui ont marqué la lutte du Peuple Algérien pour la défense de son indépendance au cours du XIXème siècle, cette foi en la solidarité nord-africaine s'affirmait chez les moudjahidine algériens. Au Maréchal BUGEAUD, qui menaçait de détruire leurs villages et de couper leurs arbres en guise de punition par suite de leur attachement à l'Emir ABDELKADER, les « IFLISSEN » de la Kabylie répondaient en ces termes rapportés par Mohamed Chérif SAHLI : « nous nous battons et, si le sort ne nous est pas favorable, nous suivrons nos montagnes jusqu'à Tunis, où beaucoup des nôtres servent dans l'armée beylicale ».

Les associations créées par nos étudiants ou dont ils avaient fait partie, ont toujours revêtu un caractère nord-africain, de la même manière que les congrès d'étudiants musulmans issus de Tunisie, d'Algérie et du Maroc se sont tous tenus, jusqu'à la veille du 1er novembre 1954, sous la dénomination de « congrès d'étudiants musulmans nord-africains ». Ces congrès réunissaient, en outre, aussi bien les étudiants venant des universités françaises que ceux provenant de la Zitouna de Tunis ou de la Quaraouine de Fez. L'occasion de la tenue, dans la ville de Tlemcen, des cérémonies célébrant le cinquantenaire de la création de l'UGEMA, n'est-il pas une opportunité insigne de rappeler à nos générations actuelles que l'un des congrès les plus importants des étudiants musulmans nord-africains, le cinquième, s'était précisément réuni du 6 au 10 septembre 1935, à Tlemcen, c'est-à-dire dans la cité des BENI-ZYAN, la capitale de YAGHMORACEN, sans doute parce que, après le 2ème congrès qui s'était déroulé à Alger du 25 au 28 août 1932, nos étudiants de l'époque avaient voulu apporter la démonstration que notre pays, l'Algérie, comportait sur son sol et comptait dans son histoire, l'un des foyers les plus prestigieux de la culture arabo-islamique qui définit l'identité de notre nation et que la flamme éclairant ce foyer demeurait toujours vivace, malgré l'obscurantisme colonial qui tentait d'occulter, aux yeux de notre jeunesse de l'époque, la véritable histoire de leur pays. D'autres congrès regroupant les étudiants musulmans nord-africains s'étaient réunis à Tunis et à Paris. Ceux qui devaient se tenir à Fez et à Rabat, au Maroc, le IIIème et le VIème, avaient été interdits par les autorités du protectorat français et durent se tenir finalement dans la capitale française.

La séance inaugurale du Vème congrès à Tlemcen s'était ouverte, dans la salle de la mairie, en présence d'une assistance évaluée à plus de mille personnes. En elle-même, la séance inaugurale avait pris, ainsi, l'allure d'une démonstration spectaculaire de la symbiose unissant notre population à ses étudiants, en même temps qu'elle concrétisait la réalité de la solidarité maghrébine, la population de Tlemcen accueillant fraternellement et dans l'enthousiasme les étudiants musulmans venant des trois pays de l'Afrique du Nord vivant sous le même régime colonial. On entendit aussi, à l'occasion des séances de ce Vème congrès, les voix

de futurs leaders du mouvement nationaliste Tunisien comme Habib THAMEUR, Ali EL-BELHOUANE et Sadok MOKADDEM, ainsi que celle du Cheikh Bachir EL-IBRAHIMI. Celui-ci assumait, alors, la charge de Vice-président de l'Association des Oulémas Musulmans Algériens. Il dirigeait à Tlemcen la célèbre Médersa « Dar El Hadith ». Il accorda son assistance matérielle et morale au succès du congrès. De la même manière que trois ans auparavant, lors du IIème congrès réuni à Alger, notre capitale accueillit d'autres futurs ténors du nationalisme maghrébin comme Moundji SLIM de Tunisie et Abdelkhalek TORRES du Maroc. Les participants à ce IIème congrès d'Alger eurent l'occasion d'apprécier l'un des poèmes de MOUFDI ZAKARIA, le futur auteur de notre hymne national « Kassaman ». MOUFDI ZAKARIA s'était manifesté, alors, par un vibrant appel au réveil de la conscience patriotique des Algériens et de tous les Maghrébins musulmans dont il avait exalté le passé glorieux et la civilisation resplendissante. Dans ce vibrant appel du futur auteur de « Kassaman », la presse coloniale a cru devoir déceler un rejet de l'assimilation à l'occidentalisme. MOUFDI ZAKARIA militait, à l'époque, au sein de « l'Etoile Nord Africaine », avant de devenir, plus tard, Vice-président du PPA aux côtés de Hadj MESSALI. Après le 1er novembre 1954, il adhéra au FLN et, à ce titre, il eut l'insigne honneur de composer le texte de notre hymne national actuel.

Notons, au passage, que les discours entendus au cours de la séance inaugurale du Vème congrès ainsi que les manifestations d'enthousiasme qui s'y produisirent de la part de la population tlemcénienne, provoqua l'ire du Maire de Tlemcen qui avait été invité, par courtoisie, à assister à cette séance inaugurale. Mécontent du contenu des discours qu'il avait entendus, il décida d'interdire aux congressistes de continuer à disposer de la salle de la Mairie pour la poursuite de leurs travaux. Le Cercle ESSAADA offrit alors d'accueillir le congrès dans ses locaux. Il est dommage que ce Maire, aujourd'hui disparu, ne soit pas encore de ce monde, pour constater que ceux auxquels il avait cru devoir refuser l'utilisation de la salle dont il avait le contrôle, étaient bien ceux qui, alors, représentaient l'avenir.

Ces quelques exemples, glanés sans aucune recherche orientée, témoignent des sentiments et des courants de pensée qui animaient ces illustrations de la fraternité et de la solidarité maghrébines qu'étaient les congrès annuels des étudiants musulmans nord-africains au cours des années 1930.

Pour en revenir au Vème congrès qui s'était tenu donc en septembre 1935 à Tlemcen, il convient de noter qu'un journal colonial voyait dans cette ville, à l'occasion de la tenue de ce Vème congrès, un « lieu Saint » du patriotisme maghrébin. En effet, dans l'ancienne capitale des BENI-ZYAN, fonctionnaient, depuis quelques années, le « Nadi ESSAADA » animé par les intellectuels de la ville, ainsi que la Médersa « DAR EL HADITH », créée par l'association des Oulémas pour l'enseignement et la diffusion de la langue arabe, tandis que, dans cette même cité, qui fût aussi le lieu de naissance de Hadj MESSALI, s'implantaient les premiers noyaux de « l'Etoile Nord-Africaine » qui, depuis la fin des années 1920, avait levé le flambeau de la revendication de l'indépendance des pays de l'Afrique du Nord et, en particulier, celle de l'Algérie.

La lecture des discours qui furent prononcés au cours des séances de ce Vème congrès comme le contenu des résolutions qui y furent adoptées, laissent percer un souffle patriotique impulsé par les références à la culture arabo-islamique, aussi bien chez les congressistes que de la part des personnalités qui y furent invitées. Cependant, on constate que les préoccupations de nos étudiants de l'entre-deux guerres mondiales étaient centrées sur les problèmes de la scolarisation des enfants nord-africains et sur la préservation, la connaissance et la diffusion de la langue arabe, ainsi que sur le rôle de premier plan à assigner à cette langue dans la vie nationale des trois pays du Maghreb. En Algérie, notre population éprouvait une profonde frustration en constatant que les enfants issus de la population européenne bénéficiaient d'une scolarisation totale et de la quasi-exclusivité des places disponibles dans les collèges, les lycées, les écoles normales et l'université du pays, tandis que les enfants algériens étaient livrés à la rue et condamnés aux ténèbres de l'analphabétisme et de l'ignorance, en plus des souffrances résultant de la misère.

La frustration éprouvée, ainsi, à ce sujet, par notre population était d'autant plus douloureuse qu'elle gardait le souvenir de l'instruction dispensée à ses enfants, dans le passé précolonial, en dépit de la faiblesse des moyens matériels dont elle disposait. Faut-il rappeler, à ce propos, que les officiers de l'armée française qui avait débarqué en Algérie en 1830 et procédé ensuite à la conquête de notre territoire, avaient été frappés de constater que la quasi-totalité des Algériens étaient alphabétisés, tandis que les soldats qui occupaient leurs pays ne savaient même pas écrire leurs noms dans une proportion proche ou même dépassant les 40 %, selon ce que relèvent les écrits laissés par ces officiers français eux-mêmes.

En outre, les Algériens ressentait douloureusement l'abaissement du rôle réservé à la langue arabe en Algérie. Pour toutes ces raisons, les revendications formulées tant par nos étudiants, à travers leurs congrès ou leurs activités associatives, au même titre que celles formulées, de diverses façons, par notre population, étaient souvent centrées sur les problèmes de l'accès des enfants algériens aux différents cycles de l'enseignement et sur les questions relatives à la langue arabe, notamment son apprentissage, sa diffusion et son utilisation dans l'administration et son statut légal dans la vie du pays dans tous les domaines. Sur le plan politique, les revendications formulées par ces congrès des étudiants musulmans nord-africains portaient généralement la marque de la différence séparant les statuts de nos trois pays : la Tunisie et le Maroc étant des Etats reconnus comme tels mais placés sous protectorat français, tandis que l'Algérie était définie comme terre annexée à la France et, selon la terminologie coloniale, en faisait partie intégrante. Aussi bien, en Tunisie et au Maroc, pour reprendre l'expression employée par un homme politique français, il y avait seulement une « souveraineté à faire évoluer », alors qu'en Algérie, son émancipation était présentée en France comme une rupture de son unité et, partant, une atteinte portée à son intégrité territoriale et à sa souveraineté. Dans l'ensemble, surtout au cours de leurs congrès, tous les étudiants musulmans nord-africains vibraient au même diapason, celui du nationalisme libérateur de la domination coloniale. La manifestation de ce nationalisme revêtit une allure éclatante à l'occasion du 3<sup>ème</sup> congrès qui s'était réuni à Paris en décembre 1933, après l'interdiction de sa tenue au Maroc, en septembre de la même année, par les autorités françaises. A l'ouverture de ce congrès, salle de la Mutualité à Paris, des travailleurs nord-africains immigrés en France vinrent, en grand nombre et en une foule enthousiaste, apporter leur soutien à leurs jeunes compatriotes étudiants. Ils furent saisis d'une joie intense en constatant le déploiement des drapeaux représentant les couleurs nationales des trois pays. Les Algériens, en particulier, furent les plus émus, parmi l'assistance, à la vue de l'emblème symbolisant l'identité nationale de leur pays. Leur enthousiasme et leur émotion se manifestèrent davantage à l'apparition de Hadj MESSALI venu apporter aux étudiants le salut et le soutien de l'Etoile Nord-Africaine, en même temps qu'il invitait tous ses auditeurs à s'intégrer à l'organisation dont il assumait la présidence. A la constatation de ces manifestations, un journal colonialiste a pu écrire : « Dans la réalité, le pavillon « étudiant » couvre une toute autre marchandise, « et sous le prétexte « congrès », d'allure innocente, se camouflet en réalité « des manières de soviets résolument hostiles à la France. »

C'était reconnaître, sous des propos acrimonieux, que l'esprit nationaliste a toujours animé la pensée de nos étudiants.

Néanmoins, pour les étudiants algériens, comme c'était le cas, du reste, pour une grande partie de leurs compatriotes, l'idée même de l'existence de leur nation était considérée comme une utopie ou, du moins, comme une perspective à long terme, très lointaine suivant la thèse soutenue, alors, par le Cheikh Abdelhamid BENBADIS et l'Association des Oulémas. Quant à la revendication de son indépendance, défendue par l'Etoile Nord-Africaine puis par le Parti du Peuple Algérien, elle était perçue comme une position extrémiste, se situant au-delà des limites du raisonnable, sinon du rationnel. Cependant, cela n'empêchait pas les étudiants algériens, par-delà leur attachement à la langue arabe, leur fierté d'appartenir, par leur passé, à la civilisation arabo-islamique, de sentir que leur identité culturelle autant que le mode de vie de leur peuple les font ressortir d'une nationalité autre que celle dont les affublait la politique d'assimilation appliquée en Algérie. Certains, parmi eux, avaient commencé, dès les années 1930, à sympathiser avec les idées nationalistes et indépendantistes défendues par l'Etoile Nord-Africaine, puis par le Parti du Peuple Algérien, tandis que d'autres adhéraient plus volontiers aux conceptions de l'Association des Oulémas, reconnaissant l'existence d'une nation algérienne arabe et musulmane différente de la nation française, mais dont la résurrection ne pourrait intervenir que par la généralisation de l'instruction, selon la vieille recommandation du Cheikh Mohamed ABDYOU.

Avec la deuxième guerre mondiale, les choses vont radicalement changer, les étudiants algériens ne tarderont pas, alors, à s'engager pleinement, non seulement dans l'action pour la reconnaissance de la Nation Algérienne, mais aussi dans la lutte pour l'indépendance totale de l'Algérie. Ainsi que tout le monde le sait, la presque totalité des pays européens, y compris la France, ont été rapidement submergés par les offensives de l'Armée allemande, avant d'être soumis aux rigueurs de l'occupation imposée par HITLER. Les puissances coloniales européennes, qui dominaient les peuples colonisés, avaient, à leur tour, perdu leur indépendance, à l'exception de la Grande-Bretagne qui n'avait pas, pour autant, échappé à la perte d'une partie importante de son empire tombé sous l'occupation nipponne, en même temps qu'elle dût faire face aux soulèvements libérateurs de quelques-unes de ses colonies.

Dans le monde et, en particulier, dans l'environnement de ce monde où se situait l'Algérie, on entendait parler de la résistance des peuples européens, naguère dominateurs, à l'occupation dont ils étaient victimes. En débarquant leurs armées en Afrique du Nord, les Anglo-américains avaient amené avec eux les idées proclamées par la Charte de l'Atlantique sur le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes. En plus, la rigueur des mesures répressives, qui avaient frappé les dirigeants et les militants du PPA, avaient fait renaître et consolider dans le cœur des Algériens l'esprit de sacrifice au service de la cause nationale, érigée dans la conscience de tous en cause sacrée. Un véritable culte de l'esprit de sacrifice avait été inculqué à notre jeunesse par les militants nationalistes sortis des prisons colonialistes auréolés de la palme de martyrs, par suite des peines qui leur furent infligées en raison de leurs opinions patriotiques. Tous ces éléments avaient contribué à bouleverser les données de la carte politique algérienne et fait du nationalisme, y compris sa phase indépendantiste, le thème central et quasiment unanime sur la scène politique algérienne. Dans cette situation nouvelle sur notre échiquier politique, nos étudiants ne se tenaient plus en marge de la lutte nationale ; ils s'y engagèrent pleinement, apportant au nationalisme indépendantiste algérien, des éléments de son encadrement et même des cadres dirigeants. Les événements du 8 mai 1945 dans le Constantinois, qui avaient manqué de peu d'embraser toute l'Algérie, loin d'affaiblir la volonté des Algériens d'affronter la bataille décisive de leur libération, l'avaient, au contraire, aguerrie à l'épreuve de la dureté de la répression.

Par ailleurs, au fur et à mesure que l'on s'éloignait de la fin de la guerre mondiale, la lutte des peuples coloniaux gagnait en ampleur et commençait à produire des résultats tangibles dans beaucoup de pays, notamment dans le monde arabe et en Asie. En Afrique du Nord, la phase de la propagande et des controverses idéologiques approchait de son terme ; elle laissait place à la mise en œuvre de politiques visant à promouvoir et à concrétiser des solutions partielles et progressives aux problèmes des trois pays du Maghreb. En Algérie, les positions adoptées par les Français, ainsi que les propositions de réforme qu'ils avaient avancées, tournaient nettement le dos à toute solution nationale au problème politique posé par la domination coloniale dans notre pays. Par contre, au Maroc et en Tunisie, qui jouissaient toujours de leur statut d'Etats reconnus, ayant leur souveraineté et leur gouvernement même dépouillés de tout pouvoir, l'acheminement vers l'émancipation devenait une possibilité susceptible d'aboutir à des solutions concrètes, même limitées. Cette nouvelle donne, dans l'évolution politique des trois pays du Maghreb, commençait à poser le problème des spécificités propres à chacun de ces pays. Il en résultait la remise en question du pacte d'unité d'action qui, depuis 1944, liait les trois partis nationalistes algérien, tunisien et marocain luttant pour l'indépendance de leurs pays respectifs. L'entente conclue entre ces trois partis prescrivait d'agir toujours de façon concertée sur le plan nord-africain, aussi bien au niveau interne que dans le cadre des actions à mener sur la scène internationale. Cette situation allait changer au début des années 1950. Du côté marocain et surtout tunisien, on fit valoir que les données de leurs problèmes avec la France n'étaient pas similaires à celles concernant l'Algérie et que cela impliquait le choix de méthodes de lutte spécifiques, ce qui entraînait une différenciation dans l'organisation de cette lutte et dans la définition de ses programmes d'action. Ce fut de cette manière que l'on aboutit, en Tunisie, à la création de l'UGTT dans le domaine syndical et, en juillet 1953, à la création de l'UGET, l'Union Générale des Etudiants Tunisiens. Le point de vue des étudiants tunisiens était que les associations d'étudiants musulmans nord-africains, qui avaient servi, jusque-là, de cadre organisationnel pour le déroulement en commun des activités syndicales, culturelles et politiques des étudiants des trois pays maghrébins, devraient s'en tenir, désormais, à traiter des problèmes estudiantins locaux spécifiques à l'université ou à l'aire géographique correspondant au siège de chacune de ces associations. Celles-ci pourraient, en outre, assumer le rôle d'appui maghrébin commun aux actions menées par chacune des Unions Nationales d'Etudiants à créer et relevant spécifiquement de chacun des trois pays de l'Afrique du Nord.

Une tentative, amorcée en juillet 1952 par des étudiants militants du PPA-MTLD assumant des responsabilités au sein des différentes associations d'étudiants musulmans nord-africains existantes, de relancer le mouvement estudiantin maghrébin dans un cadre commun, en créant une organisation unique à l'échelle des trois pays du Maghreb sous la dénomination de l'Union Musulmane des Etudiants Maghrébins (UMEM) et regroupant tous les étudiants issus de chacun de ces pays, n'aboutit pas. Les étudiants algériens se résolurent, depuis le début de l'année universitaire 1953-1954, au lendemain de la création officielle de l'UGET, à lancer la campagne de la création de leur propre union nationale, sous l'appellation de l'Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens. Il fut, néanmoins, convenu avec les frères Tunisiens que lorsque les unions nationales respectives des trois pays nord-africains auront été mises sur pied, on se concerterait pour fonder une Fédération des Etudiants Maghrébins réunissant les trois unions nationales. La référence à l'Islam, qui avait disparu de l'intitulé de la dénomination de l'organisation tunisienne, a été maintenue par les Algériens.

Une nette divergence est apparue alors parmi les étudiants musulmans algériens au sujet de la qualité des étudiants qui seraient admis à faire partie de leur future union générale. Celle-ci serait-elle limitée uniquement aux étudiants musulmans, c'est-à-dire, en fait, à ceux portant l'étiquette « indigènes » dans l'ancienne terminologie coloniale, étiquette remplacée par celle de « Français Musulmans » depuis l'arrivée du pouvoir gaulliste en Afrique du Nord dans le cadre du déroulement de la deuxième guerre mondiale ; ou bien seraient admis, comme membres de cette future union générale, tous les étudiants nés en Algérie ou originaires d'Algérie, quelle que fût leur appartenance ethnique, à la seule condition qu'ils déclarent accepter l'idée d'une nation algérienne différente de la nation française, de se reconnaître comme ressortissants de cette nation algérienne et qu'ils renoncent au concept colonial de « l'Algérie Française ». Mais cette nation algérienne que certains voulaient substituer, ainsi, à « l'Algérie Française » serait une sorte de concept « sui generis » qui ne porterait aucune coloration culturelle et, en tout cas, qui ne devrait aucunement se définir comme ayant déjà une identité historique préétablie arabo-musulmane.

En réalité, derrière ce distinguo avancé sur le plan ethnique ou bien, plus exactement, par-delà l'apparence d'un choix à fixer pour définir les critères de l'appartenance à l'union générale à créer pour rassembler les étudiants algériens, se posait le problème fondamental non seulement de l'identité de la nation algérienne, mais de son existence même à travers l'histoire, avant l'arrivée de la colonisation française en 1830 en Algérie. C'était la remise en question, et même la négation tout court, de l'ensemble du processus d'unification des différents courants ethniques dont est issu notre peuple, tel qu'il émergeait dans la période contemporaine. Cette unification de notre peuple est principalement le résultat de la fusion de ces courants ethniques grâce au rôle d'harmonisation et d'intégration opéré, au cours des siècles d'existence de notre nation, par l'Islam et par la langue arabe qui lui a servi de forme d'expression. Suivant la conception avancée par les partisans de cette thèse, la maison « Algérie », dans laquelle tous ceux qui se disent Algériens seraient invités à pénétrer et à s'établir, ne doit porter aucune coloration. Elle doit se présenter « neutre » vis-à-vis de tous ceux qui acceptent d'y demeurer et de rejeter, en conséquence et pour toujours, tout le concept de « l'Algérie Française ». Autrement dit, c'était rejoindre, sans le dire explicitement, la thèse coloniale suivant laquelle, avant l'arrivée des Français en Algérie, il n'y avait dans notre pays que des peuples sauvages, au mieux barbares ou, dans l'hypothèse la plus favorable, des races inférieures non civilisées ; mais de nation, point. Avec la politique française de l'époque, fondée sur le principe de l'assimilation des indigènes algériens musulmans, indigènes devenus dans la terminologie coloniale des « Français Musulmans » avant d'être appelés, plus tard par DE GAULLE, des « Français à part entière », la seule différence essentielle était la renonciation à cette politique d'assimilation pour reconnaître aux Algériens la possibilité de constituer une nation, tout en leur contestant l'existence de cette nation pour le passé.

En conséquence de cette théorie, on arrivait, par exemple, à prétendre que l'Algérie, une fois devenue indépendante, n'avait pas à faire partie de la Ligue Arabe. C'était, lors de ce débat qui avait précédé la création de l'UGEMA, une sorte de préfiguration de ce que l'on appellera, quelques années plus tard, « l'Algérie Algérienne ».

Les partisans de l'exclusion du « M », de la dénomination de l'Union Générale que les étudiants algériens envisageaient de créer, mettaient ainsi sur le même plateau, aussi bien les Algériens descendants de toutes les générations qui se sont succédé dans notre pays depuis le commencement de notre existence historique, que tous les Algériens qui, depuis 1830, sont venus dans le sillage des armées coloniales d'invasion coloniser notre pays. Les Algériens musulmans, qui sont les véritables natifs du pays depuis des millénaires, étaient invités, de la sorte, à se dépouiller de leur passé, c'est-à-dire à effacer leur propre identité, sinon à la renier, comme si l'Algérie n'avait connu, dans le passé, ce que signifie la civilisation, ni forgé une identité qui lui donne sa personnalité propre parmi les autres pays. Au moment où le débat autour de ce thème sur l'identité de la nation algérienne s'engageait parmi les étudiants musulmans algériens, paraissait, dans la revue « Les Cahiers du Communisme », sous la signature de Léon FEIX, chargé à la direction du Parti Communiste Français des questions relatives aux peuples colonisés, un article reprenant une thèse exposée par Maurice THOREZ, à l'occasion de son voyage en Algérie en février 1939, à savoir que l'Algérie était une « nation en formation ». Ce qui signifiait nettement que, pour les communistes français et leurs émules algériens, notre nation n'avait jamais existé et ne pouvait, par conséquent, se prévaloir d'aucune identité connue et établie. L'œuvre d'homogénéisation et de promotion culturelle accomplie en Algérie, depuis l'avènement de l'Islam dans notre pays, était niée de façon péremptoire. Inutile de souligner la similitude de la thèse de Maurice THOREZ avec les théories des auteurs colonialistes niant au peuple algérien toute existence nationale et toute identité culturelle spécifique au moment de l'invasion française en 1830.

Dans l'esprit des communistes français et de leurs homologues algériens, l'Algérie n'existera, en tant que nation, que quand elle aura intégré tous les habitants qui s'y trouvaient en 1954 en un magma que ne distingue aucune identité.

La thèse exposée par Monsieur THOREZ et remise à l'honneur par Léon FEIX en février 1955, au moment où les étudiants musulmans algériens, travaillant à la création de leur union générale, affrontaient la contestation de l'identité culturelle de leur nation, se situe, en droite ligne, dans le sens des idées émises au XIXème siècle par Karl MARX et Friedrich ENGELS. Les théoriciens du matérialisme historique, qui sont aussi les maîtres à penser de Maurice THOREZ et de Léon FEIX, soutenaient, en effet, qu'en Algérie comme en Inde d'ailleurs, vivaient des peuplades qui se situaient en dehors de l'aire de la civilisation moderne dont seuls les peuples blancs européens pouvaient se réclamer. Par voie de conséquence, les colonisateurs européens, opérant en Algérie comme ailleurs en Afrique, agissaient en apôtres de la civilisation, ce qui impliquait que les exactions dont ils se rendraient coupables, ne pouvaient être condamnées aux yeux de l'Histoire. Karl MARX et Friedrich ENGELS, qui menaient une campagne intense contre l'oppression imposée par les Anglais au peuple Irlandais, ne prirent l'initiative d'aucune action condamnant la guerre d'extermination menée par l'armée française en Algérie, sous prétexte que les populations vivant en Algérie, au contraire des habitants de l'Irlande, ne constituaient ni un peuple homogène, ni une nation ayant une identité propre la situant parmi les nations dites civilisées et, partant, dignes d'être défendues.

La contestation de l'existence de leur nation, avec la négation de l'identité et l'unité culturelles de cette nation, remise en avant par Léon FEIX et reprise à leur compte par les éléments qui, parmi les étudiants algériens, voulaient ignorer notre identité culturelle nationale comme principe fondateur de leur union générale, heurtaient profondément le sentiment national des étudiants musulmans algériens. Ceux-ci en étaient d'autant plus choqués que cette remise en cause de leur identité intervenait au moment où se développait, sur le sol national, l'action révolutionnaire déclenchée le 1er novembre 1954 et qui se fixait, précisément, comme but d'aboutir à la résurrection de la nation algérienne, restaurée dans l'intégralité de sa souveraineté nationale et dans la plénitude de son identité culturelle arabo-islamique, au sein de la communauté maghrébine.

Certes, la crise profonde que venait de vivre le parti nationaliste d'avant-garde qui portait les espoirs de lutte et de libération du peuple algérien, avait momentanément engendré un certain découragement parmi les étudiants musulmans, surtout parmi ceux d'entre eux qui étaient militants ou sympathisants de ce parti nationaliste d'avant-garde. Cette crise avait également donné à leurs adversaires communistes l'illusion qu'ils demeuraient, désormais, seuls sur le terrain et qu'ils pouvaient s'enhardir à promouvoir, sans risquer d'affronter une opposition sérieuse, leurs idées anti-nationalistes ; en s'appuyant sur la fausse et vaine constatation que la ligne de leur parti, le parti communiste, demeurait la seule voie sérieuse pour la conduite de la lutte anticolonialiste. Surmontant rapidement le moment de découragement qui les avait affectés à la suite de la crise de leur mouvement, les étudiants musulmans algériens nationalistes s'étaient ressaisis et avaient entrepris de donner la réplique aux actions de ceux qui avaient cru pouvoir profiter de la crise du PPA-MTLD en vue de consacrer leur emprise idéologique et politique sur notre jeunesse estudiantine et d'éliminer pour longtemps, sinon définitivement, les principes fondamentaux sur lesquels repose le nationalisme algérien, principes parmi lesquels figure, en première place, l'affirmation de l'appartenance de l'Algérie à l'aire de la culture arabo-islamique, ainsi que le rappelle la Déclaration du 1er novembre 1954. Dans la conduite de la lutte qu'ils entendaient ainsi engager en réaction aux tentatives des adversaires du nationalisme algérien et pour aboutir à la création de l'UGEMA, les étudiants qui militaient auparavant dans le parti nationaliste avaient convenu de taire ou de réserver à leurs seules discussions internes les divergences dont les avait affectés la crise de leur mouvement, pour opposer, avec leurs camarades se rattachant aux autres courants du mouvement nationaliste algérien, un front uni et déterminé à leurs adversaires idéologiques, qui avaient espéré effacer de la conscience de notre jeunesse estudiantine le nationalisme algérien. Les progrès de l'influence du FLN et la consolidation de son implantation continue à travers le territoire national et au sein de notre communauté immigrée en France ne tarderont pas à les confirmer dans leur espérance et à les reconforter dans leur détermination.

Parallèlement à la théorie mise en avant, pour ainsi dire, en vue d'aménager, aux Algériens d'origine européenne amenés dans notre pays dans le cadre de la colonisation, une place qui leur permettrait de vivre, dans l'Algérie redevenue indépendante, sans se sentir mal à l'aise aux côtés d'un autre groupe humain, celui des véritables natifs du pays, qui s'identifient par la culture arabo-islamique que leur peuple a contribué à pétrir de son sang et de son génie à travers les siècles, une autre thèse, qui, elle aussi, n'est pas exempte des conceptions mises en avant par les auteurs et les idéologues de la colonisation, visait à établir que le peuplement algérien natif du pays n'était pas homogène et que la culture arabo-islamique n'était qu'une culture d'importation pour une partie de ce peuplement, celle issue des habitants vivant en Afrique du Nord avant l'arrivée des Arabes et de l'Islam, habitants qu'à l'époque, on appelait les Berbères et pour la dénomination desquels, on préfère utiliser aujourd'hui, le terme d'Amazighs. A entendre cette thèse sur la différenciation des Algériens en Arabes et Berbères, l'histoire des Berbères se serait arrêtée avec l'invasion des Arabes venus d'Orient imposer, aux véritables natifs de ce pays, qui étaient les Berbères, un pouvoir dominant, une langue exotique et une religion extrinsèque ; de la même manière que leur culture naturelle, véritablement fruit du génie propre des Berbères aurait été étouffée et mise sous le boisseau par le pouvoir arabe agissant au nom de l'Islam. Là aussi, on se trouvait en présence d'affirmations soutenues par les colonialistes, avec l'appui de leurs zélotes locaux qu'ils avaient convertis à leur conception. Ces affirmations occultent, déforment et défigurent totalement ce qu'à été l'histoire de l'Afrique du Nord et surtout l'histoire des Berbères depuis l'arrivée des Arabes et de l'Islam dans leur pays. Suivant ces affirmations, reprises par ceux qui, parmi les étudiants algériens, plaidaient en faveur d'une union générale d'étudiants qui ne ferait aucune référence à l'Islam, les Berbères auraient été sortis de l'histoire depuis l'arrivée des Arabes et l'avènement de l'Islam dans leur pays, tandis que leur culture nationale propre aurait subi, en conséquence de l'invasion arabe, une sorte d'hibernation stérilisant sa fécondité, en même temps que leur langue aurait été purement et simplement effacée, ou bien réduite à la piètre situation de dialectes locaux dépourvus de la parure qui s'attache à toute langue servant de véhicule d'expression à une civilisation vivante.

Bien sûr, la vérité attestée par l'Histoire est tout autre. Le flambeau de l'Islam était effectivement arrivé dans le pays des Berbères porté par des cavaliers arabes venus d'Orient. Mais, quand, des années plus tard, il avait traversé le Détroit de Gibraltar, il était porté par un Berbère nommé Tarik IBN ZYAD dont les troupes ne comportaient, dans leurs rangs, qu'un nombre d'Arabes originaires d'Orient ne dépassant pas le nombre de doigts des deux mains. Des noms berbères célèbres jalonnent l'histoire de l'Algérie et de l'Afrique du Nord préislamique tels que YUGHOURTHA, MASSINISSA, TAKFARINAS, SYPHAX ; mais des noms berbères non moins célèbres ont porté, au plus haut point, la gloire des armes de leur race et la splendeur de leur pouvoir, non seulement, en Afrique du Nord, mais aussi sur de vastes contrées situées par-delà les rivages du nord de la Méditerranée. Les noms de Tarik IBN ZYAD, de ZIRI IBN MENAD, de BOLOGUINE IBN ZIRI, de YOUSSEF IBN TECHFINE, de MOHAMED IBN TOUMERT, de ABDELMOUMENE IBN ALI sont des Berbères dont la gloire n'a rien à envier à celle de leurs semblables et prédécesseurs d'avant l'arrivée des Arabes, si elle ne la dépasse pas par l'étendue des territoires sur lesquels s'est exercé leur pouvoir et par le retentissement de leurs exploits militaires. Les SANHADJAS, considérés comme les ancêtres des Kabyles actuels, avec les KOUTAMAS dont relève également une autre partie de la Kabylie, ont été les véritables acteurs qui ont permis la fondation de l'Empire Fatimide en Orient où ils étaient entrés par la force de leurs armes et avaient fondé des villes célèbres comme le Caire. Les ZENATAS, de leur côté, ont fait briller des cités resplendissantes comme celle de Tlemcen ou bien Tihert pas très éloigné de Tlemcen, de même qu'ils ont joué un rôle de premier plan dans toutes les réalisations qui ont marqué, pendant des siècles, la splendeur de l'Espagne Musulmane. On peut prolonger encore davantage cette énumération pour souligner combien est fausse la thèse qui, en 1955, au cours des débats qui ont servi de prélude à la création de l'UGEMA, prétendait que les Berbères ont été placés en marge, sinon en dehors de l'histoire par l'avènement, dans leur pays, des Arabes et de l'Islam. En vérité, avec les Arabes et l'Islam, les Berbères ont cessé d'appartenir à l'histoire de l'Empire Romain et à l'aire de la civilisation latino-chrétienne ; sans en sortir totalement, du reste, puisqu'ils ont eu à occuper des territoires relevant de cet empire, territoires qu'ils ont jalonnés de quelques-unes de leurs réalisations, comme celles qui perpétuent aujourd'hui, en Sicile, le degré d'élévation de l'architecture propre à la ville de Béjaïa, métropole historique réelle de notre Kabylie, avant l'émergence de Tizi Ouzou actuelle.

L'historien L. GOLVIN, qui ne peut être soupçonné de sympathie pour le nationalisme algérien ni d'être un adepte de ce que certains appellent « l'arabo-islamisme », écrit, dans la conclusion de son livre : « LE MAGHREB CENTRAL A L'EPOQUE DES ZIRIDES » et, précisément, à propos de la dynastie des ZIRIDES :

« Ainsi, une famille de montagnards Berbères perdue au centre du Maghreb, « une famille sans doute peu différente « à son origine des Kabyles actuels, a « connu l'aventure extraordinaire de présider, à un certain moment, aux « destinées de la Berbérie entière. Le nom de ZIRI et de ses fils a retenti « pendant plus de deux siècles de l'histoire musulmane. Pendant près de deux « siècles, l'Ifriqiya ne connaîtra pas d'autres maîtres et vivra, jusqu'à l'arrivée « des nomades arabes, une ère de paix et de tranquillité qui ne manque pas « de grandeur. »

Plus loin, il ajoute :

« Le Maghreb central sera, pendant toute cette période, préservé de « l'anarchie, puis il connaîtra pendant un siècle et demi une brillante dynastie « Ziride, celle des Hammadides. Pendant quelque temps même, cette partie « centrale de la Berbérie exercera une prépondérance politique indiscutable « sur tout l'ensemble du Maghreb. De Qal'a et de Bougie partiront les « impératifs et vers ces deux cités s'élèveront les espoirs du monde berbère « musulman. La chute simultanée des deux dynasties longtemps rivales « n'effacera pas le souvenir des Zirides. Il restera gravé aussi bien à Bougie « et dans les autres villes du littoral qu'en Espagne et en Sicile. Ce rare « instant de l'histoire musulmane où la Berbérie centrale joue un rôle de tout « premier plan, cette période où le vaste pays qui forme l'Algérie actuelle « cesse momentanément d'être le champ clos des rivalités Orient Occident et « de subir alternativement l'autorité de l'un et de l'autre, méritait d'être mis « en lumière. »

A la fin de sa conclusion, L. GOLVIN écrit:

« Quoi qu'il en soit, Ziri et ses descendants ont montré la voie à d'autres « Berbères qui, à leur tour, mais après eux, sauront présider aux destinées « de l'Occident musulman. Ils prouveront une nouvelle fois, que « montagnards ou « sahariens, les Berbères sont susceptibles de s'adapter « individuellement aux plus brillantes civilisations. »

D'autres historiens rapportent qu'à une proposition lui suggérant d'arabiser son nom, ZIRI IBN MENAD avait répondu : « Si cela doit nous rapprocher davantage de Dieu, je veux bien ! Mais, « quant au pouvoir, nous le devons uniquement à nos sabres ! »

Cette simple remarque suffit à attester que les dynasties berbères, qui avaient présidé aux destinées de leur pays, durant la période arabo-islamique de son histoire, ne reconnaissent aucune allégeance à des maîtres venus d'ailleurs, et que leur esprit d'indépendance n'avait rien à envier à celui de MASSINISSA, de YUGHOURTHA et d'autres grands noms qui avaient marqué l'histoire des Amazighs avant leur entrée dans l'Islam.

Aussi, peut-on dire, sans aucun risque de manquer à la vérité, que l'histoire de l'Algérie et, d'une manière générale, celle de tout le Maghreb, pays des peuples Amazighs, ne commence pas seulement avec l'arrivée des Arabes et l'avènement de l'Islam en Afrique du Nord, de la même manière qu'il serait faux d'affirmer que cette histoire des peuples Amazighs se serait arrêtée et aurait sombré dans une sorte d'hibernation, depuis cette arrivée des Arabes et cet avènement de l'Islam dans leur pays.

Sur le plan culturel, et en ce qui concerne plus précisément la langue arabe, il serait sans doute bon de noter que beaucoup de générations d'Algériens, d'autres Maghrébins et, probablement aussi, des Orientaux, ont appris la grammaire arabe, pendant des siècles, en se servant du manuel qui expose cette grammaire arabe en mille vers, manuel connu de tous sous le nom de « Alfiya ». Mais, peu nombreux sont ceux qui savent le nom de l'auteur de ce manuel, puisqu'il s'appelait IBN MU'TI AL ZAWAWI; sont encore davantage peu nombreux ceux qui savent que ce MU'TI AL ZAWAWI est un Kabyle né sur l'un des flancs de notre Djurdjura. Après tous les enrichissements apportés aux lettres arabes par les Berbères d'Afrique du Nord, comment pourrait-on soutenir, de bonne foi, que la langue et la littérature arabes ne font pas partie du patrimoine culturel des Berbères, que cette langue et la culture qu'elle exprime leur sont étrangères, alors qu'ils comptent parmi ceux qui ont contribué à nourrir leur épanouissement de leur créativité, notamment, dans ces centres aussi célèbres que Tlemcen, Béjaïa, Constantine, pour ne citer que les lieux se trouvant à l'intérieur des frontières de notre Algérie.

Par ailleurs, les contestataires de l'unité du peuple algérien, d'une nation algérienne historiquement constituée avant l'arrivée des colonisateurs français dans notre pays, aussi bien que les théoriciens de cette colonisation qui s'acharnent à décrire l'Algérie comme un territoire occupé par des peuplades barbares sans aucun lien de caractère national entre elles, ignorent les messages légués à ses compatriotes, avant sa disparition, par la Reine DIHYA, fille de TABET, originaire de la tribu aurésienne des DJERAOUA et plus connue sous le surnom « EL-KAHENA ». On sait avec quelle détermination, cette reine avait mené, à partir de notre région des Aurès, les batailles de la résistance berbère contre les armées arabes venant d'Orient avec le message de l'Islam. Elle avait même, plus d'une fois, contraint ces armées à rebrousser chemin. Mais, par-delà les combats se déroulant sur le plan militaire, le message de l'Islam, lui, progressait profondément au sein des populations locales, de sorte que les Arabes venus d'Orient n'étaient plus les seuls, au bout d'une certaine période, à livrer la lutte destinée à promouvoir en Afrique du Nord la nouvelle foi apportée par le Prophète MOHAMED (Q.S.S.S.L.). A l'occasion de l'un des combats qui l'avaient opposée aux guerriers Orientaux, «EL KAHENA » avait capturé un jeune Arabe et l'avait adopté comme l'un de ses fils, selon un rituel en usage, alors, dans notre pays en matière d'adoption. Plus tard, se rendant compte que son opposition à la propagation de l'Islam n'empêchait pas cette religion de gagner de plus en plus d'adeptes au sein même des populations dont elle était la Reine et considérant, selon les règles de l'honneur propre à sa race, que l'acceptation par elle-même de se rallier à l'Islam et de se soumettre, ainsi, à ceux qu'elle avait combattus prendrait, à ses yeux, le caractère d'une reddition qui dérogerait à sa position royale, « EL KAHENA » décida que sa fin ne pouvait intervenir que par le sort des armes sur le champ de bataille. (En parler algérien d'aujourd'hui, cela donne : « ANA MALIKA MA N'RENDICH »). Mais, avant de disparaître, elle recommanda à ses enfants, parmi lesquels le jeune Arabe dont elle avait fait son fils adoptif, d'aller trouver le Chef des Armées Musulmanes venues d'Orient, immédiatement après la constatation de son décès et de lui faire savoir qu'ils embrassaient la religion de l'Islam sur la recommandation même de leur mère. Ce qu'ils firent, effectivement, et HASSAN BEN NOUAAMANE, qui avait été son adversaire, leur confia sur le champ, le commandement des armées musulmanes chargées de continuer la propagation de l'Islam. Parmi ces armées musulmanes dont les enfants « d'EL KAHENA » prenaient la tête, se trouvaient bien, évidemment, et en grand nombre, des combattants issus des tribus obéissant, auparavant, à « EL KAHENA » qui était leur Reine.

Mohamed Chérif SAHLI avait écrit un livre sur le Message de YUGHOURTHA légué, par le grand « AGUELLIDH » Amazigh, à toutes les générations des pays du Maghreb, message recommandant la lutte pour l'indépendance de ces pays, ainsi que pour la préservation de leur unité. Ne faudrait-il pas voir, aussi, dans les deux gestes significatifs accomplis par « EL KAHENA », un double message : par l'adoption du jeune Arabe capturé au cours d'un combat, la recommandation qu'il n'y aurait, désormais, dans le Maghreb qu'un seul peuple formé de frères, même issus d'origines différentes, tandis que l'ordre donné à ses enfants d'aller, après sa disparition sur le champ de bataille, proclamer leur adhésion à l'Islam prend, pour elle, le sens que l'Islam était devenu, pour toujours, la foi de son peuple ? Ainsi, « EL KAHENA », celle dont le nom a été, outrageusement à son double et propre message, érigé en symbole d'une césure qui séparerait notre nation en deux communautés distinctes, même rivales et mutuellement hostiles, s'affirme, au contraire, par son exemple et par son sacrifice, comme l'incarnation historique de l'unité de notre nation. En outre, son message témoigne que la culture arabo-islamique en Algérie, comme le souligne la déclaration du 1er novembre 1954, est bien la marque de l'identité nationale du peuple algérien.

Chaque nation est le produit à la fois de son génie et de l'histoire dont elle a été, en même temps, l'actrice et la création. Il n'y a pas, pour la définition de ce qu'est une nation, une sorte de module énoncé et applicable à toutes les nations, de la même manière qu'à un certain moment, des unités de mesures étaient définies suivant les caractéristiques d'étalons établis à cet effet.

On comprendra, de la sorte, que ce n'est pas par le simple hasard que la déclaration du 1er novembre 1954 situe l'Algérie dans l'aire culturelle arabo-islamique. Ce concept «arabo-islamique » a été repris de la résolution du IIème Congrès National du MTLD, du mois d'avril 1953, qui pose les principes devant régir le futur Etat Algérien. Cette résolution elle-même, ne fait que réaffirmer la ligne directrice doctrinale par laquelle le nationalisme algérien a énoncé, dès l'origine, les principes fondamentaux de sa ligne directrice doctrinale qui, elle-même, se situe dans la continuité des idéaux par lesquels s'était exprimée la résistance algérienne depuis 1830, à travers toutes les contrées de notre territoire, avec l'Emir ABDELKADER, le BEY AHMED, EL

MOKRANI, les ZAATCHAS et les OULED SIDI CHEIKH, pour ne citer que les promoteurs les plus connus de cette résistance.

Est-il vraiment nécessaire, aujourd'hui, de rappeler à ceux qui, volontairement ou involontairement, ignorent les données de notre Histoire, que durant toute la période dite « arabe » de cette histoire, le pouvoir était exercé par des dynasties berbères, que Tlemcen doit le renom de son passé à l'une de ces dynasties. Ce fut pendant cette période dite « arabe » de leur histoire, que les Berbères connurent les moments les plus glorieux de leur passé et que leur puissance avait atteint le niveau le plus élevé et la splendeur la plus éblouissante, qu'ils n'avaient jamais connus dans leurs annales pluriséculaires. Faut-il, enfin, se souvenir que les habitants de notre Kabylie, dès leurs premiers affrontements avec les Français durant la décennie 1840 et après la grande insurrection de 1870, au même titre que les habitants de Tlemcen au moment de leur « hidjra » du début du XXème siècle pour fuir la rigueur du régime colonial, avaient spontanément choisi d'émigrer vers les pays arabes d'Orient, précisément, parce qu'ils pensaient tout naturellement qu'ils se rendaient dans des pays qu'ils considéraient comme étant également les leurs, dans le cadre de l'aire culturelle commune arabo-islamique à laquelle ils avaient conscience d'appartenir sans aucune contestation.

L'œuvre unificatrice de l'Islam, n'avait fait que poursuivre, intensifier et consacrer définitivement l'unification de notre nation amorcée bien avant l'avènement de l'Islam dans notre pays, même si le fonctionnement politique qui a empêché, dans notre pays et dans l'Afrique du Nord, la formation d'un Etat permanent avant l'arrivée du message de l'Islam en Algérie, s'est poursuivi après l'avènement de ce dernier. Cependant, l'absence de cet Etat permanent n'a pas entravé, au fil du temps, la maturation et la cristallisation définitives des critères qui ont fini par donner, à nos peuples de l'ensemble du Maghreb, une identité commune qui se reconnaît et s'exprime par l'unicité de leur culture arabo-islamique.

Tels étaient les thèmes autour desquels s'étaient déroulés, souvent avec animation et de manière passionnée, les débats qui avaient abouti à la création de l'UGEMA et à la décision d'inclure le fameux « M » dans son sigle, en un mot à la décision d'en faire une « Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens », à la différence de ceux qui entendaient se limiter à une simple « Union Générale des Etudiants Algériens », afin d'éviter la nécessité cruciale de définir l'identité de la nation algérienne et d'en affirmer aussi bien l'existence que la continuité à travers l'histoire. Toutes les références et les citations sur lesquelles il a fallu insister, en ce cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA, témoignent à la fois du sérieux et de la gravité des débats que nos étudiants avaient dû trancher pour parvenir à la décision de donner à leur organisation nationale le nom et le sigle par lesquels elle tient sa place dans notre histoire. C'est dire, ainsi, que les controverses qui avaient préludé à la création de l'UGEMA n'avaient rien d'une querelle d'étudiants. Il s'agissait bien d'un affrontement idéologique, sinon d'un combat qui s'inscrit nettement dans la longue suite des luttes par lesquelles notre peuple avait jalonné le chemin conduisant au déclenchement de la guerre de libération nationale, à la restauration de sa souveraineté et à la résurrection de sa nation, dans la plénitude de son identité culturelle forgée à travers son histoire, non seulement pluriséculaire, mais au moins plus que bimillénaire.

Tant par les circonstances de sa création que par le déroulement de ses activités, l'UGEMA constitue ainsi l'une des composantes essentielles de l'histoire de notre Révolution dont nous vivons aujourd'hui l'année célébrant son cinquantenaire.

Enfin, il est opportun et nécessaire de rappeler qu'à la suite de l'appel qui leur avait été lancé d'Alger, par la direction de l'AEMAN, pour la formation de l'UGEMA, dans le cadre du mouvement amorcé quelque temps auparavant pour le regroupement des étudiants maghrébins sur une base nationale, les étudiants algériens de l'université d'Alger, des universités situées en France, de la Zitouna de Tunis et de la Quaraouine de Fez se sont prononcés par un vote à la base, c'est-à-dire, au sein de leurs assemblées générales tenues dans leurs universités respectives.

Ils avaient opté, en une large majorité, en faveur d'une union dont seraient membres les seuls étudiants musulmans. Leur vote était intervenu à la suite des débats qui s'étaient déroulés partout autour des thèmes historiques et culturels dont le contenu vient d'être évoqué aujourd'hui.

Il serait également opportun et plus nécessaire encore de rappeler qu'en se prononçant en faveur de l'UGEMA, les étudiants musulmans algériens s'étaient prononcés non moins nettement que, dès l'indépendance

de l'Algérie, l'UGEMA ferait place à une union nationale qui accueillerait tous les étudiants qui deviendraient les ressortissants du nouvel Etat Algérien restauré dans sa souveraineté, en même temps que les enfants d'une nation algérienne, dont la résurrection aurait marqué la réhabilitation de son identité culturelle, auparavant niée ou méconnue. Pour tous les étudiants algériens, en particulier pour ceux d'entre eux qui avaient opté pour l'UGEMA, il ne faisait aucun doute que le nouvel Etat algérien résultant de notre lutte de libération nationale serait institué sur la base de la non- discrimination entre tous ses citoyens et que ceux-ci se retrouveraient côte à côte dans toutes les institutions régissant les activités de leur patrie.

Enfin, toujours dans la série des rappels, en ces jours de célébration du cinquantenaire de l'UGEMA, il convient de noter qu'au moment de leur vote, les étudiants musulmans d'Alger s'étaient prononcés à l'unanimité en faveur de l'UGEMA, y compris ceux qui, parmi eux, s'étaient exprimés, au cours des débats préparatoires, pour une union générale intégrant des étudiants non musulmans qui auraient renoncé à l'idée de « l'Algérie Française » ; de la même manière, qu'il convient de rappeler, enfin, que les étudiants qui avaient tenté de fonder une union générale parallèle à l'UGEMA, avaient décidé de saborder l'organisation qu'ils avaient essayé de mettre sur pied et s'étaient intégrés dans l'UGEMA à la rentrée universitaire 1955-1956. Ainsi, dès les premiers mois de son existence, l'UGEMA s'était affirmée comme la seule union générale représentative de tous les étudiants algériens. Il convient de souligner, aussi, que l'élan national qui avait impulsé et engendré la création de l'UGEMA au cours de l'année 1955, avait suscité en Algérie, une année auparavant, en 1953-1954, la création ou la relance d'associations de jeunes lycéens musulmans. Ces associations assumeront, plus tard, un rôle de premier plan en incitant la jeunesse estudiantine algérienne à s'intégrer ardemment au combat de son peuple. Ce fut pour répondre à cet élan de nos jeunes lycéens, que les statuts de l'UGEMA avaient prévu d'étendre l'adhésion aux élèves musulmans algériens des classes terminales des lycées et collèges. Bien évidemment, la création de l'UGEMA aussi bien que la rapidité avec laquelle elle était devenue l'union de tous les étudiants algériens, sont inséparables des circonstances prévalant, alors, sur la scène politique algérienne et des progrès notables atteints par le développement de la Révolution déclenchée le 1er novembre 1954. Au demeurant, malgré l'absorption de toute son attention par les efforts déployés pour la mise en place de ses propres structures à l'échelle nationale et en dehors des frontières de l'Algérie, le FLN avait suivi de très près les activités se déroulant parmi nos étudiants ; il avait apporté, d'emblée, son appui politique et moral à la création de l'UGEMA et aux options doctrinales sous-tendant cette création. Par ailleurs, le jour de l'ouverture du congrès constitutif de l'UGEMA, les étudiants algériens reçurent l'appui fraternel, chaleureux et déterminé de leurs homologues maghrébins, les Tunisiens par la voix de leur organisation nationale, l'UGET, les étudiants Marocains, qui n'avaient pas encore formé leur union nationale, par un message que lurent sur place, des étudiants militants du parti de l'Istiqlal, qui était le fer de lance de la résistance marocaine contre la domination coloniale.

La naissance de l'UGEMA fut également saluée, lors de l'ouverture de son congrès constitutif, par l'Association des étudiants musulmans Nord-Africains en France (AEMNAF), la Fédération des étudiants noirs en France (FEANF), l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et la fédération des étudiants socialistes français.

A ce congrès constitutif comme à la conférence préparatoire qui l'avait précédé et fixé les modalités de sa convocation et de son organisation, ainsi que son ordre du jour, nos étudiants du Moyen-Orient n'ont pu prendre part, en raison des difficultés de liaison qui existaient, à l'époque, avec les pays situés dans cette région. Les autorités françaises ne permettaient pas facilement les relations avec les pays arabes du Moyen-Orient vivant sous le régime de l'indépendance.

A peine son congrès constitutif achevé et ses structures dirigeantes mises en place, l'UGEMA se lança résolument dans la lutte de libération nationale de l'Algérie. En effet, le 20 août suivant la tenue du congrès constitutif, une attaque en masse du FLN et de l'ALN, dans le Nord Constantinois, donna une impulsion vigoureuse à notre guerre de libération, qui connut, en outre, au cours des semaines suivantes, une extension nouvelle et fulgurante par la relance des opérations offensives de l'ALN dans l'Oranie. Avant même de boucler la première année de son existence et de vivre le premier anniversaire de sa création, l'UGEMA se retrouvait pleinement engagée dans cette lutte, après avoir, à l'initiative de sa section d'Alger, appelé les étudiants algériens à observer une grève illimitée des cours et des examens et à rejoindre les rangs de l'ALN dans les maquis de notre pays, afin de participer activement au combat libérateur de leur peuple.

Le développement continu et de plus en plus intense de notre lutte de libération nationale en Algérie entraîna une intensification des opérations répressives de l'armée et de la police françaises, atteignant non seulement les combattants de l'ALN et les militants du FLN, mais aussi les populations civiles accusées de soutenir et de protéger l'action de nos moudjahidines. Ces opérations répressives n'épargnèrent pas nos étudiants qui connurent leur premier martyr, en la personne de Kacem ZEDDOUR, retrouvé assassiné sur le rivage algérien.

Par ailleurs, la lutte lancée le 1er novembre 1954 finit par prendre les allures d'une véritable guerre et posa, devant l'opinion mondiale et, en particulier, devant l'opinion française, ce que les médias de l'époque commençaient à appeler le problème algérien. L'UGEMA eut à jouer un rôle de premier plan, par sa contribution aux campagnes d'explication menées en France, en vue de faire connaître à l'opinion française les données réelles de ce problème algérien, données occultées par la propagande des autorités et des officines françaises.

Son action en ce domaine rencontra une audience de plus en plus large auprès des différents secteurs de la population française et, en particulier, auprès des organisations de la jeunesse française. L'UGEMA, aidée notamment par l'appui des étudiants originaires des autres pays du Maghreb et de l'Afrique noire, rencontra une sympathie attentive et agissante de la part des étudiants Français, qui furent de plus en plus nombreux non seulement à manifester de la compréhension à la cause défendue par le FLN, mais à lui accorder leur appui, notamment, à travers la solidarité qu'ils exprimèrent à leurs camarades algériens. L'action de l'UGEMA, par le biais de ses membres, consistait essentiellement à organiser des réunions d'information, à participer à des rencontres d'explication avec les représentants de la jeunesse française et d'autres secteurs de l'opinion en France, à diffuser des tracts, à organiser des grèves de cours et de la faim et à prendre part à des démonstrations sur la voie publique, avec différents participants français opposés au colonialisme en général et, en particulier, à la guerre menée contre le peuple algérien.

À l'université d'Alger, les étudiants musulmans vivaient plus intensément encore les épreuves de la guerre. Chaque cours était devenu l'occasion d'un risque de subir les agressions des groupes d'étudiants colonialistes, majoritaires, comme on le sait, à l'université d'Alger et clamant ouvertement et violemment leurs sentiments « Algérie Française ». L'année universitaire 1955-1956 était jalonnée de confrontations avec les menées hostiles conduites par les étudiants européens ralliés, dans leur ensemble, aux conceptions des ultras de « l'Algérie Française ». Cette année avait été également marquée par des arrestations touchant les étudiants musulmans eux-mêmes, tandis que l'un de leurs aînés, le Docteur BENZERDJEB, tomba dans la ville de Tlemcen, devenue l'un des foyers les plus ardents de notre révolution.

Ce fut dans ces conditions que le deuxième congrès de l'UGEMA, réuni à Paris en avril 1956, prit deux positions d'avant-garde ; il se prononça clairement pour l'indépendance de l'Algérie d'une part et, d'autre part, pour l'ouverture immédiate de négociations avec le FLN, seul représentant qualifié habilité à s'exprimer et à traiter au nom du Peuple Algérien. L'UGEMA fut, ainsi, l'une des premières, sinon la première organisation algérienne représentative d'une fraction de notre peuple, à prendre position aussi clairement en faveur du FLN et de la cause dont il était le porte-flambeau et le défenseur.

Les progrès enregistrés par le FLN dans son action et le soutien de plus en plus éclatant dont il bénéficiait de la part de l'ensemble de notre population, ont eu pour effet de rendre les milieux colonialistes européens en Algérie extrêmement hostiles et agressifs à l'encontre des Algériens. À l'université d'Alger, les heurts entre étudiants algériens et étudiants européens, acquis à la thèse de « l'Algérie Française », devenaient fréquents. Les professeurs français qui avaient, aux yeux de ces derniers, le tort d'afficher une certaine sympathie à l'égard des aspirations nationales du peuple algérien et de témoigner leur solidarité à leurs disciples musulmans objets de la répression policière ou des menées agressives des ultras, n'échappaient pas aux actes d'hostilité et, parfois, aux attaques physiques des meneurs ultras parmi les étudiants européens, pratiquement acquis, dans leur grande majorité, aux thèses défendues par les milieux opposés à tout rapprochement envers les Algériens luttant pour leur émancipation nationale. La vie devenait, de la sorte, de plus en plus impossible à Alger. De par leur simple qualité d'étudiants musulmans, ces derniers devenaient des cibles permanentes pour leurs homologues européens. Ils encourraient, ainsi, des risques évidents par le fait même de fréquenter leurs cours ou de satisfaire à leurs obligations en matière d'assiduité aux travaux pratiques et aux stages requis par leurs études. Ce fut dans cette atmosphère survoltée que survint la nouvelle de l'arrestation et de la torture à mort d'un étudiant algérien. Pour notre jeunesse universitaire comme pour les jeunes lycéens, garçons ou

filles, la poursuite de la lutte par des moyens politiques et pacifiques apparaissaient, dès lors, comme dépassés. Le moment leur semblait venu de se promouvoir au bout de leur engagement dans le combat patriotique : sacrifier, pendant la durée de la lutte nationale, leurs études et rejoindre en masse les rangs de l'ALN, dans les maquis où se déroulaient les affrontements armés avec les forces colonialistes. Portés ainsi par la dynamique de leur engagement militant, patriotique et réunis en assemblée générale, les membres de la section d'Alger de l'UGEMA déclenchèrent le 19 mai 1956 une grève illimitée des cours et des examens. Ils appelèrent tous les étudiants musulmans à observer cette grève et à rejoindre les rangs de l'ALN pour une participation effective sur le terrain à la lutte armée du peuple algérien. Réuni à Paris, le comité directeur de l'UGEMA étendit ce mot d'ordre de grève illimitée à l'ensemble des étudiants musulmans algériens et exprima sa solidarité vigoureuse avec la section d'Alger. Le mouvement enclenché, dans notre capitale, en faveur de la grève illimitée des cours et des examens et prescrivant le départ aux maquis, qui tenaient lieu de champ de bataille, avait été amplifié et vigoureusement soutenu par une déferlante de nos jeunes lycéens et lycéennes provenant des différents établissements de la capitale.

Le FLN accueillit avec beaucoup de sympathie et accorda une approbation enthousiaste au mouvement patriotique de notre jeunesse estudiantine. Il était d'autant plus heureux de ce mouvement que celui-ci intervint à un moment où, parvenu à étendre son implantation à l'ensemble du territoire national, le FLN avait un besoin crucial de cadres instruits, afin de constituer les structures qu'il mettait en place pour l'encadrement de la population, dans le but de contrer les actions par lesquelles les officines créées par l'administration coloniale, telles que les fameuses SAS, tentaient de soustraire cette population à l'influence du FLN. En outre, l'arrivée dans nos montagnes et dans nos maquis de jeunes étudiants et lycéens délaissant leurs études en vue de rejoindre les rangs de l'ALN, eut un impact extrêmement positif auprès de nos couches populaires, qui se réjouirent de la venue vers elles d'éléments que l'on pouvait considérer, dans le contexte de notre société soumise à la domination coloniale, comme des privilégiés qui seraient davantage portés à continuer à jouir des faveurs de leur situation, qu'à sacrifier l'avantage de cette situation pour exprimer et concrétiser leur solidarité avec leur peuple et, en particulier, avec les couches les plus défavorisées de ce peuple.

Par contre, du côté des autorités coloniales françaises et des tenants de « l'Algérie Française », la grève illimitée des étudiants musulmans algériens abandonnant leurs bancs dans les universités, les lycées et les collèges pour rejoindre le FLN et l'ALN, fut reçue comme un cinglant démenti à la propagande déployée aussi bien auprès de l'opinion française qu'à travers les instances internationales telles que l'ONU et face à l'opinion mondiale, afin de faire admettre l'idée que l'Algérie constituait une partie intégrante de la France et que la révolution qui s'y déroulait n'était que le fait de groupes limités et manipulés de l'étranger en vue de nuire aux intérêts de la France. Le petit nombre d'Algériens fréquentant les établissements d'enseignement créés par le régime colonial étaient présentés comme l'illustration des bienfaits apportés par ce régime aux populations algériennes vivant sous sa domination. Les éléments de preuve que la propagande coloniale croyait détenir à l'appui de ses thèses s'étaient soudainement transformés en contre épreuve au détriment d'une telle propagande, par suite de la grève illimitée décidée par notre jeunesse estudiantine et de l'élan de solidarité qui s'était manifesté en sa faveur de la part de beaucoup d'organisations de jeunes et d'étudiants à travers le monde.

Cependant, il importe de rappeler et de souligner que, dans la déclaration solennelle par laquelle, en concertation avec le FLN, il avait étendu le mot d'ordre de grève illimitée à tous les étudiants algériens, le comité directeur de l'UGEMA avait réaffirmé son respect et sa considération à la culture française. Il avait tenu à préciser que la décision des étudiants algériens ne prenait nullement la signification d'une rupture avec la culture française, ni avec le peuple français. En agissant de la sorte, le comité directeur de l'UGEMA se situait pleinement dans la continuité de la ligne de conduite suivie depuis toujours par le mouvement nationaliste révolutionnaire algérien qui, chaque fois, faisait clairement une distinction nette entre le colonialisme et le peuple français, même si l'oppression dont le peuple algérien était victime était exercée au nom du peuple français par des institutions qui agissaient en se prévalant de mandats émanant de ses suffrages.

Au cours des jours ou des semaines qui avaient suivi le déclenchement de la grève, beaucoup d'étudiants algériens avaient rejoint les structures de l'ALN et du FLN, afin de prendre leur place dans le combat engagé pour la libération de leur pays. En vérité, bien avant la date de cette grève, beaucoup de nos jeunes étudiants et lycéens, garçons et filles, s'étaient déjà enrôlés dans les cellules du FLN et dans les unités de l'ALN. Ceux qui vivaient en Algérie s'enrôlaient sur place, tandis que d'autres, venant de Tunisie, du Maroc, de France et de pays arabes de l'Orient, rejoignaient les zones de combat à travers les filières organisées par le FLN, aussi bien avant qu'après l'annonce de la grève. Le plus célèbre, parmi eux, venu d'Egypte, rejoignit assez tôt la

zone qui allait devenir la Wilaya V et où il choisit, comme nom de guerre, celui de Houari BOUMEDIENE. Il convient, aussi, de souligner qu'en cette année du cinquantenaire de la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954 et du cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA, le titulaire de la Magistrature Suprême dans notre pays, l'Algérie, était l'un des jeunes lycéens algériens d'Oujda qui, comme bon nombre de leurs frères d'Algérie, avaient quitté les bancs de leur lycée pour rejoindre les rangs de l'ALN, quelque temps avant le déclenchement de la grève illimitée décidée à Alger le 19 mai 1956.

Par ailleurs, la grève illimitée observée par notre jeunesse estudiantine, ainsi que l'engagement direct de celle-ci dans la lutte libératrice de son peuple, avaient suscité une émotion certaine à travers le monde. La solidarité agissante, qui s'était manifestée en faveur de nos étudiants, se mua rapidement en manifestations de soutien de plus en plus nombreuses et actives en faveur de la cause incarnée par le FLN. L'UGEMA devint, de ce fait, une aile marchante de notre lutte de libération nationale non seulement, en Algérie même, mais aussi et surtout en dehors de nos frontières. En France, l'UGEMA contribua grandement à persuader de larges secteurs de l'opinion française de la justesse de la lutte du FLN et, à tout le moins, à rendre plus compréhensibles, auprès de beaucoup de Français, les motivations et les buts de cette lutte. La prise de position du deuxième congrès de l'UGEMA en faveur du FLN et l'appel pour rejoindre les rangs de l'ALN avaient provoqué une certaine tension dans les relations de l'UGEMA avec l'UNEF, en raison des pressions exercées par les étudiants français de droite partisans de « l'Algérie Française ». Mais, à partir de 1960, la majorité des étudiants français ayant largement évolué dans le sens d'une opposition à la guerre menée contre le peuple algérien, l'UNEF devint en France, l'une des organisations les plus avancées dans l'action en faveur d'une solution équitable en Algérie. Elle renoua avec l'UGEMA, qui entre-temps, s'était établie en dehors de la France, des relations étroites d'amitié et de coopération. Dans le monde, l'action menée par l'UGEMA en Europe, en Asie, en Afrique, en Amérique du Nord et du Sud, par le biais de la participation à des réunions tenues par les organisations nationales ou internationales d'étudiants ou de jeunes, à travers des déclarations accordées à la presse et par le moyen de prises de positions explicatives sur le problème algérien, chaque fois que l'occasion s'en présentait, avait été d'un apport considérable à l'action diplomatique déployée par le FLN.

Au moment de la rentrée universitaire et scolaire 1957-1958, l'indépendance de l'Algérie apparaissait de plus en plus comme une échéance sûre et même rapprochée. Pour la direction de la Révolution, en plus des questions relatives à la conduite et à la continuation de la lutte jusqu'à son triomphe final, se posait, déjà, le problème de la prise en mains des commandes du futur Etat Algérien restauré dans sa souveraineté. Aussi, était-ce dans cette perspective que le Comité de Coordination et d'Exécution (C.C.E.) du FLN prit la décision de lever la grève illimitée des cours et des examens, observée par les étudiants algériens depuis mai 1956. Dans le sillage de la levée de la grève, le C.C.E. et, plus tard, le G.P.R.A, entreprirent, aussi bien au sein des structures propres dont notre révolution s'était déjà dotée, à l'extérieur de nos frontières, que par appel au concours des pays amis ou des organisations soutenant la cause nationale algérienne, une véritable politique de formation de cadres dans tous les domaines, tant civils que militaires, couvrant toutes les activités futures de l'Algérie redevenue indépendante.

Dissoute et interdite d'activités en France depuis le début de l'année 1958, l'UGEMA s'installa à l'extérieur des frontières françaises, avant d'établir définitivement sa direction à Tunis jusqu'au jour de la proclamation de notre indépendance en 1962. En plus de la poursuite de son action d'information et de soutien à la cause nationale à travers le monde, elle se consacra, notamment, sous l'égide du C.C.E. du FLN, puis du GPRA, au placement des étudiants algériens auprès de toutes les universités qui acceptaient de les accueillir, en particulier en Tunisie, au Maroc, dans les pays arabes du Moyen-Orient, en Europe de l'Est et de l'Ouest et aux U.S.A. A l'exception des bourses accordées à nos étudiants par les Gouvernements Marocain et Tunisien qui étaient d'un niveau satisfaisant, la plupart des bourses obtenues d'autres Gouvernements ou de certaines organisations internationales d'aide aux étudiants, bénéficiaient d'un complément fourni par le G.P.R.A. sur ses propres ressources, afin de permettre à nos étudiants de poursuivre leurs études dans les meilleures conditions matérielles possibles.

Les missions d'étudiants boursiers, ainsi envoyées auprès de différents pays, s'organisèrent en sections de l'UGEMA qui contribuèrent à amplifier l'action politique de leur union générale. En particulier, ce fut à cette occasion que nos étudiants se trouvant au Moyen-Orient plus exactement au Caire, à Damas et à Bagdad, furent rattachés à l'UGEMA. Auparavant, étant coupés du pays, ils étaient organisés dans des associations autonomes locales dénommées « rabitas » selon le vocabulaire en usage dans ces pays. Sous l'égide du FLN

et sous l'impulsion de l'UGEMA, nos étudiants boursiers à l'étranger étaient incités à s'orienter vers les filières techniques et scientifiques en vue de faire face aux besoins d'encadrement des secteurs de l'économie et des infrastructures de l'Algérie indépendante. Tout le monde savait que, sous le régime colonial, les filières techniques étaient pratiquement fermées aux jeunes musulmans algériens et que les besoins, en ce domaine, se feraient sentir avec une acuité aiguë au lendemain de notre indépendance. Enfin, il convient de noter que ce fut en cette période de ce déploiement de nos missions d'étudiants à travers beaucoup de pays, que la décision fut prise d'ouvrir la voie des universités modernes, notamment en URSS et en Allemagne de l'Est et même en Amérique, aux étudiants issus des universités traditionnelles de la Zitouna et des pays arabes du Machrek. Cette décision prise par le G.P.R.A. permit à nos étudiants formés en langue arabe de sortir des ghettos des filières purement littéraires ou théologiques et d'affronter des filières techniques. Beaucoup d'entre eux réussirent à surmonter leur handicap dans ce domaine et purent assumer, après notre indépendance, des responsabilités de caractère technique au sein de nos structures administratives et de nos entreprises nationales économiques, notamment la SONATRACH, la SONELGAZ, la SONAREM et l'Hydraulique.

Telles sont les données générales dans lesquelles se trouvait la situation de nos étudiants en 1962, au moment où notre pays accédait à l'indépendance nationale et à la prise en mains des activités de son Etat. Les étudiants dont la formation avait été assurée ou complétée sous l'égide du G.P.R.A. et grâce à l'action de l'UGEMA pendant le déroulement même de la guerre, furent d'un apport précieux et déterminant à la mise en place des structures de l'appareil d'Etat de l'Algérie indépendante.

En cette année où nous célébrons le cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA, dans le cadre de l'année du cinquantenaire du déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, la population de l'Algérie atteint les trente millions d'habitants. Environ le tiers de cette population se trouve au sein de notre système d'enseignement, compris dans tous ses niveaux du primaire au supérieur et en y incluant le personnel enseignant. Le nombre de nos écoles fondamentales se compte par milliers, celui de nos lycées par centaines, celui de nos établissements de formation technique et professionnelle également par centaines, tandis que celui de nos universités et de nos écoles d'ingénieurs s'évalue en plusieurs dizaines. L'effectif de nos étudiants universitaires et des élèves de nos écoles d'ingénieurs approche du million, soit l'équivalent de ce qui était la population européenne dans l'Algérie coloniale. Dès les premières années de notre indépendance, nous avons scolarisé plus d'enfants algériens que n'en avait scolarisés la France en 130 ans de colonisation.

On ne peut pas comprendre la frénésie de notre politique de scolarisation en masse de nos enfants et de formation tous azimuts de nos cadres, si on oublie la profonde frustration éprouvée par notre population, tout au long de la période coloniale dans notre pays, en constatant que les enfants des colonisateurs étaient scolarisés presque en totalité, tandis que la proportion des enfants algériens fréquentant une école, un collège, un lycée ou une université était réduite à la portion congrue.

Aussi, ce que l'Emir ABDELKADER espérait réaliser en entreprenant la refondation d'un Etat Algérien sur des bases nationales et modernes, n'a pu se concrétiser qu'avec l'accession de l'Algérie à l'indépendance et l'instauration de l'Etat Algérien, produit de la Révolution lancée le 1er novembre 1954 par le FLN et l'aboutissement de la lutte menée par le Peuple algérien tout entier sous l'égide du FLN et de l'ALN.

L'ampleur des réalisations dont se prévaut l'Algérie, aujourd'hui, en matière de formation de ses enfants, est à porter au crédit de l'action du FLN ; de la même manière que l'on peut porter également au crédit du FLN, et sans contestation aucune, les mesures prises au cours des dernières années de son existence, par le régime colonial pour donner une impulsion accélérée à la scolarisation des enfants algériens, ainsi que pour la promotion de cadres algériens à des fonctions qui leur étaient, auparavant, pratiquement fermées. C'est dire que la révolution a largement bénéficié même à ceux de nos compatriotes qui avaient cru bon de se tenir à l'écart de son action ou qui ont pu croire agir à son encontre. Il serait, peut-être, opportun de rappeler et de souligner, à l'occasion de la célébration de ce cinquantième anniversaire de la création de l'Union Générale de nos étudiants, que, au lendemain même de la proclamation de son indépendance, l'Algérie avait fait appel à des coopérants français pour assurer la scolarisation massive de ses enfants. Ces coopérants français avaient pour mission, est-il vraiment nécessaire de le dire, d'enseigner la langue et la culture françaises aux enfants algériens. Le nombre d'enseignants français reçus par l'Algérie indépendante dépasse probablement le nombre de tous les enseignants français qui se sont succédé en Algérie, pendant la colonisation, pour enseigner le français aux enfants algériens. L'Algérie indépendante, en même temps qu'elle engageait une action vigoureuse

en vue de rendre à la langue arabe la place qui n'aurait jamais dû cesser d'être la sienne chez elle, entreprenait de faire acquérir, en masse, par ses enfants, la langue française que le régime colonial réservait à une minorité très réduite de leurs aînés dont l'immense majorité était privée. N'est-il pas vraiment superflu de chercher encore un témoignage supplémentaire sur le respect et la considération que le peuple algérien accorde à la langue et à la culture françaises, en dépit du fait que la politique coloniale d'assimilation avait tenté d'en faire un substitut à sa propre langue et à sa propre culture nationales ? Le mouvement nationaliste algérien n'avait jamais rejeté la langue française en tant que telle. Par contre, il avait toujours combattu l'idée de la politique assimilationniste coloniale, de substituer la langue française à la langue arabe comme langue nationale des Algériens. Dès la formation des premiers noyaux d'intellectuels algériens formés dans les universités françaises, l'enseignement de la langue arabe en Algérie était l'une des revendications permanentes de la majorité de ces intellectuels et des mouvements divers qu'ils ont impulsés, dans le cadre de leur action politique ou corporative.

L'Algérie jouit aujourd'hui de la restauration de sa pleine souveraineté, dans la remise en honneur de ses valeurs historiques fondamentales. L'Islam est, chez nous, religion d'Etat, de la même manière que d'autres religions bénéficient d'un statut similaire dans d'autres pays, notamment à travers l'Europe qui se place à l'avant-garde de la démocratie et de la liberté. Comme dans tous les pays modernes attachés aux principes des libertés individuelles et des droits de l'homme, tous les citoyens algériens bénéficient des mêmes droits et sont soumis aux mêmes devoirs sans aucune discrimination ; de la même manière que l'Algérie garantit à tous le respect de leurs croyances religieuses et le libre exercice des obligations afférentes à leur foi. La culture arabo-islamique, pour la préservation de laquelle les étudiants musulmans algériens avaient tant lutté, sous le régime colonial et dont ils avaient fait prévaloir la primauté et le caractère fondamental lors de la création de leur Union Générale, l'UGEMA, constitue maintenant l'identité nationale de l'Algérie, avec l'apport de l'amazighité qui en forme une composante essentielle, car les Amazighs, à travers leur propre histoire, comptent parmi les acteurs les plus en vue et les créateurs les plus féconds dans la formation de la civilisation arabo-musulmane tout au long des siècles de son existence.

La jeunesse algérienne peut se réjouir, légitimement, de ce que l'Algérie indépendante, a accompli en sa faveur pour assurer un avenir heureux et sûr à notre Nation. Les étudiants algériens peuvent être fiers aussi bien de la création de l'UGEMA que de l'oeuvre accomplie par elle et en leur nom, au service de la Révolution du 1er novembre 1954 et de leur patrie, l'Algérie.

En ce moment solennel où nous nous retrouvons pour célébrer le cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA, dans le cadre de l'année du cinquantenaire du déclenchement de la Révolution Nationale Algérienne du 1er novembre 1954, il est de notre devoir d'évoquer et de saluer la mémoire de tous les membres de l'UGEMA, ceux qui sont tombés au combat sur le champ de bataille de notre guerre de libération nationale, comme ceux qui ont perdu la vie, par suite des mesures répressives meurtrières exercées par les forces colonialistes contre les militants du FLN. Il est difficile de nommer, aujourd'hui, toutes les étudiantes algériennes et tous les étudiants algériens, qu'ils soient universitaires, lycéens ou collégiens, dont les noms s'inscrivent dans le long martyrologue attaché à notre lutte de libération nationale. Qu'il soit permis, au moins, de citer les noms de ceux, parmi eux, qui s'étaient déjà distingués par leur rôle dans le déploiement de notre mouvement étudiant et qui s'étaient, en outre, quelque peu illustrés par leur conduite durant les actions menées par l'ALN ou par leur attitude face à la féroce répression exercée par l'opresseur colonial.

Célébrant le cinquantième anniversaire de la création de l'UGEMA à Tlemcen, comment ne pas penser immédiatement à l'un des enfants de cette ville, Benali BOUDGHENE, plus connu sous le nom de Colonel Lotfi. Après tous les exploits qu'on lui connaît, nommé Colonel, Chef de la Wilaya V, il tomba au combat, à la suite de la traversée de la frontière algéro-marocaine, sur le chemin du retour à l'intérieur de la Wilaya dont il avait la charge, afin d'en assumer le commandement directement sur place.

Bien d'autres perdirent encore la vie en accomplissant leurs missions ou bien en prenant part aux accrochages avec l'ennemi. Ce fut le cas de Allaoua BENBATOUCHE, originaire de Batna, l'un des pionniers de notre mouvement étudiant, ancien Vice-président de l'AEMAN et ancien membre du Comité Directeur de l'UGEMA. Volontaire pour rejoindre l'ALN, il fut affecté dans la Wilaya II, où ses éminentes qualités lui valurent rapidement d'être promu comme membre du Conseil de la Wilaya ; il reçut, à ce titre, le grade de Commandant. Parti en mission à Tunis, il périt sur le barrage électrifié de l'Est, au moment où il réintégrait l'intérieur de sa Wilaya. Mohamed-Larbi MADHI, originaire de Souk-Ahras et l'un des premiers étudiants membres actifs du FLN

en France, arrêté et interné dans un camp en Algérie. Il fut enlevé par la police française après son élargissement du camp d'internement. Il disparut, sans que le lieu de son inhumation fût révélé aux siens. Il fut l'un des promoteurs les plus engagés de l'UGEMA. Mohamed TAOUTI, natif de Laghouat, plus connu sous le nom de Commandant CHABANE dans la Wilaya V où il fut affecté et y mourut au combat. Abdelhamid LAMRANI, l'un des proches collaborateurs de Mostefa BENBOULAID ; il perdit la vie à la suite de l'explosion de la bombe qui emporta ce membre du Comité des six qui prit la direction des opérations déclenchées le 1er novembre 1954. Deux frères de Abdelhamid LAMRANI perdirent également la vie pendant la guerre de libération nationale. Rachid AMARA, l'un des premiers militants étudiants du FLN à Alger, trouva la mort au combat dans la Wilaya IV, en compagnie d'un autre militant étudiant de la première heure, Mohamed LOUNIS. Mekki HIHI, l'un des pionniers de l'association de la jeunesse estudiantine musulmane de Constantine et l'un des cadres les plus en vue de la Wilaya I où il trouva la mort pendant un accrochage avec l'armée ennemie. Abdelkader BELARBI, originaire de la région de Mostaganem, membre dirigeant de l'AEMAN et du Comité Directeur de l'UGEMA ; revenu de Paris où il poursuivait ses études tout en assumant des responsabilités au sein de l'UGEMA, il avait rejoint l'ALN dans la Wilaya V d'où il fut muté dans la Wilaya IV où il devient un proche collaborateur du Colonel Si M'HAMED ; il périt en Wilaya IV au cours d'une bataille opposant l'ALN à l'armée française. Brahim TIRICHINE, originaire de Ghardaïa, membre actif de l'AEMAN et de l'UGEMA à Alger ; il disparut au cours d'opérations opposant l'ALN à l'armée française dans la Wilaya IV. Hassiba BENBOUALI, lycéenne d'Alger, perdit la vie héroïquement dans le cadre des attaques menées par les parachutistes français contre les structures des fidais de la Zone Autonome d'Alger. Abderrahmane TALEB qui perdit la vie sous le couperet de la guillotine française dont on connaît l'hécatombe qu'elle provoqua dans les rangs du FLN et de l'ALN, en Algérie comme en France, durant notre guerre de libération. Son martyre représente, sans doute, aux yeux des autorités françaises, la participation de nos étudiants au calvaire imposé au peuple algérien en holocauste au système de supplice introduit en Algérie par la justice française. Les frères BELHOCINE, tombés dans la Wilaya III. Mamoun MEKKIOUI, de Mascara, plus connu des Moudjahidine de la Wilaya V sous le nom de Si ABDERRAHMANE, l'un des pionniers de notre mouvement étudiant et l'un des défenseurs actifs de notre culture arabo-islamique ; il mourut au cours d'un combat avec l'armée ennemie. Ahmed INAL, étudiant venu de Paris prendre part à notre lutte de libération, perdit la vie à la suite d'opérations menées par l'armée française. Akli AISSIOU, étudiant en médecine à Bruxelles, Membre de l'UGEMA et militant du FLN, assassiné le 9 mars 1960 dans la capitale belge, dans des circonstances et suivant des méthodes qui rappellent nettement les procédés utilisés dans les meurtres perpétrés, contre les patriotes Algériens en Europe, par les services secrets français, agissant sous le couvert de ce que l'on appelait, alors, « la main rouge ».

On ne peut oublier de citer le sacrifice de Tahar BEN M'HIDI, frère de Si Larbi, l'un des fondateurs du FLN et de l'ALN et l'un des responsables du déclenchement de notre Révolution armée ; comme il serait bon, également, de réserver une pensée au jeune étudiant Abdelhak KOUISSEM, promu officier de l'ALN, tombé en martyr en Wilaya II. Selon une version, il fut emporté par une balle tirée par l'ennemi deux heures avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu décidé pour le 19 Mars 1962 ; suivant une autre version, plus vraisemblable et inscrite sur le mémorial du lycée de SKIKDA dont il fut élève et qui porte aujourd'hui le nom de Larbi TEBESSI, il tomba au cours d'un accrochage avec une unité de l'armée ennemie le 16 mars 1962, soit trois jours avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu du 19 mars 1962.

D'autres noms pourraient encore allonger cette liste car, malgré leur petit nombre, nos étudiants apportèrent une contribution appréciable à la lutte de leur peuple comme ils eurent à assumer, également, leur part des sacrifices consentis pour la libération de l'Algérie. Néanmoins, il serait indiqué d'évoquer aussi, en ce jour anniversaire, la mémoire de deux anciens dirigeants et membres actifs de l'UGEMA qui ont perdu la vie tragiquement, après notre indépendance et dans l'exercice de leurs responsabilités : Mohamed KHEMISTI et Mohamed Seddik BENYAHIA, disparus dans les conditions que tout le monde connaît.

Enfin, en ces moments d'anniversaire où nous témoignons pour l'Histoire, comment ne pas consacrer une pensée à quelques-uns de nos étudiants ainsi qu'à d'autres moudjahidine qui ont péri par suite de dissensions survenues au sein de nos rangs, en raison des opérations d'intoxication, par lesquelles l'ennemi avait tenté de semer la discorde au sein des structures de notre Révolution. Ces étudiants n'avaient eu d'autre tort que d'avoir quitté les bancs de leurs universités ou de leurs lycées pour se mettre au service de leur peuple. En agissant de la sorte, ils ont répondu à l'appel de leur devoir patriotique. Ils ont accepté, de ce fait, d'exposer leur vie. Cette vie leur fut donc enlevée parce qu'ils en avaient fait le sacrifice à l'avance, au moment de leur engagement. Le sens de ce sacrifice demeure le même : celui d'une offrande à la patrie et à la révolution. Et

nous nous devons, aujourd'hui, de saluer ce sacrifice comme tel. N'ayant pu ni retenir nos étudiants et nos lycéens dans leur engagement, ni les atteindre directement, l'ennemi a réussi, parfois, à les faire tomber comme victimes d'actions indirectement téléguidées par lui.

Comme toutes les oeuvres humaines, surtout quand elles sont grandes et notre Révolution fut parmi les plus grandes, la Révolution Algérienne forme un tout indivisible : ses erreurs ne sauraient être séparées de ses exploits et des grandioses réalisations qu'elle compte à son actif. Le tout, ainsi constitué, représente le bilan global, positif et fructueux, qui fait, pour l'éternité, la gloire de la Grande Révolution déclenchée le 1er novembre 1954.

La création de l'UGEMA apparaît, ainsi, comme formant une partie indétachable de l'histoire contemporaine de notre Nation. Son action s'inscrit bien dans le long parcours suivi par notre peuple en vue de parvenir à la restauration de sa souveraineté. Les activités initiées et menées par l'UGEMA sont, également, inséparables de l'ensemble des opérations dont le déroulement constitue la trame des faits et des exploits composant l'Histoire de notre Révolution.

Bélaïd ABDESSELAM

Imprimerie Officielle

Les Vergers - Bir Mourad Raïs

A L G E R